

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 2204

23 juillet 2016

SOMMAIRE

9 Realestates S.A.	105746	Concrete Settlement Agent S.à r.l.	105748
Akela Sàrl	105746	CoNext S.à r.l.	105749
Avireina S.A.	105747	Constantia Lux Parent S.A.	105748
Bart Und Sonntag Immobilien GmbH	105784	Covent Garden Investment S.à r.l.	105748
Befesa Holding S.à r.l.	105747	Culloden S.à r.l.	105749
Cagest S.A.	105749	Delphi Property Investment S.A.	105753
Calisco Luxembourg S.A., SPF	105750	Deutsche Bank Luxembourg S.A.	105792
Can Amor S.à r.l.	105750	Devos S.A.	105747
Caprinco Services S.A.	105751	Diligentia - Areal S.A.	105752
Casada Holding S.A.	105751	ECTT S.A.	105772
Cavalía Inc., Luxembourg Branch	105749	Engel und Sonntag Immobilien GmbH	105784
Cavalía Inc., Luxembourg Branch	105752	EPS Participations S.à r.l.	105775
Cavern S.A.	105750	Erste Luxemburger Forderungsankaufgesell- schaft AG	105778
Cavern S.A.	105751	Europe Property Fund IV S.à r.l. SICAV -SIF	105754
CBL	105752	Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp	105783
Cece S.à r.l.	105750	Forum Global Finance GP S.à r.l.	105765
Cécile S.A.	105752	HCP	105786
Cegu S.A.	105752	Nestor Holdings S.à r.l.	105780
Centre Equestre Lippert s.à r.l.	105753	Otavio S.à r.l.	105780
Chantilly S.A.	105748	Otto Finance Luxembourg A.G.	105777
Chapes Rinnen S.A.	105753	Rollfort S.A.	105785
Charlotte Properties S.A.	105753	Sidex S.à r.l.	105788
Chronus Holding S.A.	105751	Twin Estates S.à r.l.	105790
CIMALP	105753	Useful Production S.A.	105746
CoArt S.à r.l.	105748	Zermattel S.à r.l.	105792
Comex Finance S.A.	105749		
Computacenter PSF S.A.	105746		
ConAgra Foods AM Holding S.à r.l.	105792		

Useful Production S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 165.240.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112124/10.

(160084432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

9 Realestates S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2763 Luxembourg, 31, rue Sainte Zithe.
R.C.S. Luxembourg B 134.322.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Il s'agit d'une publication rectificative du dépôt du L160047351 déposé le 17/03/2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

Référence de publication: 2016112157/11.

(160084520) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 mai 2016.

Akela Sàrl, Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 9, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 134.757.

Extrait du contrat de cession de parts de la société daté du 12 avril 2016

En vertu de l'acte de transfert de parts, daté du 12 avril 2016, l'associé unique a transféré la totalité de ses parts détenues dans la Société de la manière suivante:

- 100 parts sociales ordinaires d'une valeur de 125 Euros chacune, à Pemberton S.à r.l., une société de droit luxembourgeois ayant son siège social au 9, rue Gabriel Lippmann, Parc d'Activité Syrdall 2, L - 5365 Münsbach, Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 134752.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 mai 2016.

Référence de publication: 2016112191/16.

(160085273) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Computacenter PSF S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8308 Capellen, 13-15, Parc d'Activités.
R.C.S. Luxembourg B 52.391.

Extrait des résolutions prises lors du conseil d'administration tenu en date du 4 mai 2016 à Capellen

Les administrateurs de la société anonyme COMPUTACENTER PSF ont pris les résolutions suivantes:

1. Révocation du mandat de Monsieur Olivier Deboeck en tant qu'Administrateur-délégué avec effet immédiat.
2. Confèrent un nouveau pouvoir de signature à Lieven Bergmans: signature individuelle jusqu'à 7.500,00 €, collective à deux pour un montant de 7.500,00 €.

Extrait de la résolution prise lors de l'assemblée générale tenue en date du 4 mai 2016 à Capellen

L'actionnaire unique de la société anonyme COMPUTACENTER PSF a pris la résolution de révoquer le mandat de Monsieur Olivier Deboeck en tant qu'Administrateur avec effet immédiat.

Pour extrait conforme

Pour la société COMPUTACENTER PSF S.A.

Référence de publication: 2016112413/17.

(160086142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Avireina S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2320 Luxembourg, 21, boulevard de la Pétrusse.
R.C.S. Luxembourg B 94.184.

—
EXTRAIT

L'assemblée générale du 2 mars 2016 a décidé de nommer administrateur de la société
Madame Anne Marie Lutz, comptable, 21, boulevard de la Pétrusse, L-2320 Luxembourg en remplacement de M. Alain Schreurs.

Madame Lutz terminera le mandat de son prédécesseur qui s'achèvera à l'issue de l'assemblée générale annuelle de 2020.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme
AVIREINA S.A.
Société Anonyme

Référence de publication: 2016112265/16.

(160085365) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Befesa Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,03.

Siège social: L-1246 Luxembourg, 2C, rue Albert Borschette.
R.C.S. Luxembourg B 143.916.

—
EXTRAIT

L'associé unique de la Société, par résolutions écrites datées du 13 mai 2016, a décidé, avec effet immédiat:
1 d'accepter la démission de Michiel Kramer en tant que gérant de catégorie B de la Société
2 de nommer John David Sutherland, demeurant professionnellement 9, rue Principale, L-6990 Hostert, Grand Duché de Luxembourg en tant que gérant de catégorie B de la Société pour une période indéfinie:

Dès lors, le conseil de gérance de la Société est composé de la manière suivante:

Javier Molina Montes, gérant de catégorie A

Wolf Lehmann, gérant de catégorie A

Heiko Dimmerling, gérant de catégorie B

Antonis Tzanetis, gérant de catégorie B

John David Sutherland, gérant de catégorie B

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour Befesa Holding S.à r.l.

Référence de publication: 2016112277/21.

(160086137) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Devos S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1212 Luxembourg, 11, rue des Bains.
R.C.S. Luxembourg B 136.923.

Extrait du Procès-verbal de la réunion des membres du Directoire tenue le 25 avril au siège social de la société

Démission de Madame Elise Lethuillier en tant que membre du Directoire de la Société et ce, avec effet immédiat.

Cooptation en qualité de membre du Directoire à effet du 25 avril 2016 de Monsieur Adrien Mantione, né le 11 mars 1986 à Hayange (France) demeurant professionnellement au 16 boulevard Emmanuel Servais à L-2535 Luxembourg, en remplacement de Madame Elise Lethuillier, membre démissionnaire.

Le nouveau membre terminera le mandat de son prédécesseur.

Cette cooptation sera soumise à ratification lors de la prochaine assemblée générale annuelle de 2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

*Pour la société
Un mandataire*

Référence de publication: 2016112441/17.

(160086519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Chantilly S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 175.039.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 20 mai 2016.

Référence de publication: 2016112340/11.

(160085871) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Concrete Settlement Agent S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2550 Luxembourg, 52-54, avenue du Dix Septembre.
R.C.S. Luxembourg B 185.609.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112356/9.

(160086156) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Constantia Lux Parent S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1142 Luxembourg, 5, rue Pierre d'Aspelt.
R.C.S. Luxembourg B 193.495.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112357/9.

(160086128) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Covent Garden Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 780.700,00.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 560A, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 200.350.

Le bilan au 31 décembre 2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 27 mai 2016.

Référence de publication: 2016112358/10.

(160086256) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

CoArt S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2540 Luxembourg, 15, rue Edward Steichen.
R.C.S. Luxembourg B 100.605.

RECTIFICATIF

Extrait du dépôt L 160081816 du 17/05/2016

En date du 3 Mai 2016, l'Associé unique a pris les résolutions suivantes:

- Madame Diana Dumitru, née le 20 Mai 1981 à Tirgoviste, Roumanie, et avec adresse professionnelle au 15 Rue Edward Steichen, 2540, Luxembourg, est élue nouveau gérant A de la société avec effet au 11 Février 2016 et ce pour une durée indéterminée.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 20 Mai 2016.

Référence de publication: 2016112359/15.

(160085403) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

CoNext S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Siège social: L-2562 Luxembourg, 2, Place de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 152.994.

Les statuts coordonnés de la société ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 18 mai 2016.
Référence de publication: 2016112360/10.
(160086221) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cullogen S.à r.l., Société à responsabilité limitée unipersonnelle.

Capital social: EUR 320.000,00.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 28, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 138.194.

Le bilan de la société au 31/12/2015 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Référence de publication: 2016112365/9.
(160086321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cagest S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8050 Bertrange, route d'Arlon (Belle Etoile).
R.C.S. Luxembourg B 25.177.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 23 mai 2016.
Référence de publication: 2016112368/10.
(160086554) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cavalía Inc., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.
R.C.S. Luxembourg B 156.763.

Les comptes annuels de CAVALIA INC., maison-mère de la Société au 31 janvier 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Succursale

Un mandataire

Référence de publication: 2016112378/12.
(160086152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Comex Finance S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2714 Luxembourg, 2, rue du Fort Wallis.
R.C.S. Luxembourg B 30.567.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration du 20 mai 2016

Suite à la démission de Madame Laura BRETONNEAU de son mandat d'administrateur de la Société, le conseil d'administration, en conformité avec l'article 4 des statuts de la Société, a décidé de nommer Monsieur Mohamed Amine HAMROUNI, avec adresse professionnelle au 2, rue du Fort Wallis, L-2714 Luxembourg, en qualité de nouvel administrateur de la Société, son mandat prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de 2017. L'assemblée générale, lors de sa prochaine réunion, devra procéder à l'élection définitive du nouvel administrateur ainsi nommé.

Référence de publication: 2016112406/13.
(160086193) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Calisco Luxembourg S.A., SPF, Société Anonyme.

Siège social: L-2132 Luxembourg, 36, avenue Marie-Thérèse.

R.C.S. Luxembourg B 45.646.

EXTRAIT

Il résulte d'un procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue en date du 16 avril 2016 que:

- Suite à la démission de Messieurs Guy Lanners et Luc François Hilger de leurs fonctions d'administrateurs avec effet immédiat, sont nommés administrateurs en remplacement:

* Monsieur Salomon Thierry SMADJA, né le 20/11/1963 à Boulogne-Billancourt (France), demeurant à Hamilton Scodts appartement 0801, 37. Scotts Road, Singapour 228229

* Madame Michèle LAFOURCADE SMADJA, née le 13/12/1936 à Paris (France), demeurant à 16, Immeuble Riche-lieu, rue Rodania CH-3963 Crans sur Siere

Les mandats prendront fin à l'issue de l'assemblée générale qui se tiendra en 2018.

- Le conseil d'administration décide de donner pouvoir de signature individuelle à Monsieur Jean-Claude SMADJA, né le 27/04/1937 à Tunis (Tunisie), demeurant à 16, Immeuble Richelieu, rue Rodania CH-3963 Crans sur Siere.

Pour extrait sincère et conforme

Référence de publication: 2016112371/19.

(160085311) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Can Amor S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8070 Bertrange, 10B, rue des Mérovingiens.

R.C.S. Luxembourg B 174.122.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112373/9.

(160086307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cavern S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 151.206.

Résolutions de l'administrateur unique en date du 13 mai 2016

L'administrateur unique prend les résolutions suivantes:

1. Le siège social de la société est transféré du 2, Avenue Charles de Gaulle, L-1653, au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg avec effet au 18 avril 2016.

2. L'adresse professionnelle de l'administrateur unique est également modifiée comme suit:

- Monsieur Marc THILL, expert-comptable, avec adresse professionnelle au 1, rue Jean Piret, L- 2350 Luxembourg.

Marc THILL

Administrateur

Référence de publication: 2016112380/15.

(160086462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cece S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1537 Luxembourg, 3, rue des Foyers.

R.C.S. Luxembourg B 87.863.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fiduciaire Comptable B + C S.à.r.l.

Luxembourg

Référence de publication: 2016112385/11.

(160085323) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Caprinco Services S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8069 Bertrange, 15, rue de l'Industrie.
R.C.S. Luxembourg B 149.257.

EXTRAIT

Il en résulte d'une Assemblée Générale Extraordinaire des actionnaires tenue en date le 17 mai 2016 de la société anonyme CAPRINCO SERVICES S.A. ayant son siège social L-8077 Bertrange 183, rue de Luxembourg, inscrite au Registre du Commerce de Luxembourg sous le numéro section B149257 que:

L'assemblée accepte la démission de ses fonctions d'Administrateur de Monsieur Thierry Girardet

L'assemblée nomme comme Administrateur Monsieur Henri dit Rik REMY, Ingénieur, né le 19 août 1940, demeurant Fazantendreef 11 à B - 3140 Keerbergen.

L'assemblée prend acte du changement d'adresse de Monsieur Jean-Marc Thys au 124, route d'Arlon à L - 1150 Luxembourg

Les échéances des mandats des administrateurs sont fixés jusqu'à l'expiration de l'Assemblée Statutaires à tenir en 2018
Le siège de la société est transféré au 15, rue de l'Industrie à L-8069 Bertrange

Luxembourg, le 17 mai 2016.

Pour extrait conforme

John Turpel

Référence de publication: 2016112375/21.

(160085964) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Casada Holding S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-1371 Luxembourg, 3, Val Sainte Croix.
R.C.S. Luxembourg B 30.638.

Les comptes annuels au 31.12.2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 19 mai 2016.

FIDUCIAIRE FERNAND FABER

Signature

Référence de publication: 2016112376/12.

(160085210) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cavern S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 151.206.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112381/10.

(160086462) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Chronus Holding S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.
R.C.S. Luxembourg B 35.621.

L'adresse du commissaire, AUDIEX S.A., est depuis le 18 avril 2016 la suivante:

1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 20 mai 2016.

Référence de publication: 2016112399/11.

(160085863) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cavalia Inc., Luxembourg Branch, Succursale d'une société de droit étranger.

Adresse de la succursale: L-5365 Munsbach, 6C, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 156.763.

Les comptes annuels de CAVALIA INC., maison-mère de la Société au 31 janvier 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la Succursale

Un mandataire

Référence de publication: 2016112379/12.

(160086153) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

CBL, Société Anonyme.

Siège social: L-3895 Foetz, 18, rue du Commerce.

R.C.S. Luxembourg B 120.585.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 23 mai 2016.

Référence de publication: 2016112382/10.

(160086469) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cécile S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5720 Aspelt, 1, um Klaeppchen.

R.C.S. Luxembourg B 115.341.

Le bilan au 31 décembre 2013 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Mandataire

Référence de publication: 2016112386/10.

(160085601) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Cegu S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 94.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUPAR

44, avenue J.F. Kennedy

L-1855 Luxembourg

Carl de Meester / Isabelle Bastin

Référence de publication: 2016112388/13.

(160085879) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Diligentia - Areal S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-6691 Moersdorf, 7, Am Ieweschten Flourer.

R.C.S. Luxembourg B 143.372.

Der Jahresabschluss zum 31.12.2015 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.

Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112442/9.

(160086198) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Centre Equestre Lippert s.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4976 Bettange-sur-Mess, 43, rue du Château.

R.C.S. Luxembourg B 106.046.

Les comptes annuels au 31.12.2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour CENTRE EQUESTRE LIPPERT, s.à r.l.

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2016112390/12.

(160085950) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Chapes Rinnen S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9706 Clervaux, 2, route de Bastogne.

R.C.S. Luxembourg B 94.546.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2016112393/10.

(160085391) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Charlotte Properties S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1320 Luxembourg, 54, rue de Cessange.

R.C.S. Luxembourg B 35.765.

Le bilan au 31 décembre 2012, le compte de profits et pertes pour la période du 1^{er} janvier 2012 au 31 décembre 2012, ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Charlotte Properties S.A.

Signature

Référence de publication: 2016112394/13.

(160085519) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

CIMALP, Société Anonyme.

Siège social: L-2350 Luxembourg, 1, rue Jean Piret.

R.C.S. Luxembourg B 201.654.

Avec effet au 18 avril 2016, le siège social du commissaire aux comptes AUDIEX S.A. a été transféré au 1, rue Jean Piret, L-2350 Luxembourg.

Luxembourg, le 20 mai 2016.

Référence de publication: 2016112400/10.

(160085710) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Delphi Property Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 17, boulevard Royal.

R.C.S. Luxembourg B 61.943.

Les comptes annuels au 31 décembre 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2016112451/9.

(160085635) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Europe Property Fund IV S.à r.l. SICAV -SIF, Société à responsabilité limitée sous la forme d'une SICAV - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 194.502.

In the year two thousand sixteen, on the eleventh day of May.

Before Maître Karine REUTER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

EUROPE PROPERTY FUND IV FEEDER S.A. SICAV-SIF, having registered office in L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 194.489, holder of 229,848.2310 shares on the share capital of the Company.

EUROPE PROPERTY FUND IV FEEDER LLC, constituted under the laws of the United States of America, with registered office at DE19808 Wilmington (USA), 2711 Centerville Road, Suite 400, and registered with the Corporation Service Company under registration number 5670681 holder of 150.7690 shares on the share capital of the Company.

hereby represented by M. Damien BARBOSA, private employee, residing professionally in L-1942 Luxembourg, 488, route de Longwy, by virtue of a proxy given under private seal in Luxembourg, on 10th May 2016, by Mrs Audrey LEWIS and Mrs. Joanne FITZGERALD, acting as directors of the company "EUROPE PROPERTY FUND IV S.AR.L. SICAV-SIF" and a proxy given under private seal in Delaware, on 10th May 2016, by Mr. Anthony Shippam and Mr. Gregory Harrison, acting as directors of the company "EUROPE PROPERTY FUND IV FEEDER LLC"

The Shareholders have requested the undersigned notary to record that they hold 99% of the total subscribed capital in the share capital of

"EUROPE PROPERTY FUND IV S.A R.L. SICAV-SIF",

having registered office in L-1470 Luxembourg, 80, route d'Esch, registered with the Luxembourg Register of Commerce and Companies under the number B 194.502,

The Shareholders have taken the following resolutions:

Single resolution

The Shareholders resolve to amend and restate the articles of the Company, which will henceforth read as follows:

Art. 1. Name. Between the undersigned and all persons that may become shareholders there exists a company in the legal form of a private limited company under the name of "Europe Property Fund IV S.à r.l. SICAV-SIF" (the "Fund") qualifying as an "investment company with variable capital - specialised investment fund".

All terms not defined in these Articles of Association shall have the meaning given to such terms in the PPM (as defined below).

Art. 2. Duration. The Fund is established for a limited duration.

The Fund will terminate five years after the end of the Investment Period (as defined below) or at such time as all investments have been realised and the proceeds thereof have been distributed (whichever is earlier).

The board of directors (the "Board") may, with the consent of the Investor Advisory Committee, extend the term of the Fund for up to two consecutive one-year periods from the fifth anniversary of the end of the Investment Period. In addition, the Board may, upon recommendation of the Manager and after prior consultation with the Investor Advisory Committee, extend the term of the Fund for up to two additional years in order to effect an orderly dissolution and winding up of the Fund.

The Initial Closing Date being 15 October 2015, the Fund shall terminate on 14 March 2028 at the latest.

Art. 3. Corporate Object. The Fund's exclusive object is to carry out the business of a specialised investment fund pursuant to the Law on Specialised Investment Funds dated 13 February 2007, as amended ("2007 Law") and to achieve the investment strategy laid down in the confidential private placement memorandum (the "PPM").

Within the framework of the 2007 Law, the Fund may take all measures and carry out all business activities it deems helpful to fulfil and to promote its company purpose.

Art. 4. Registered Office. The Fund's registered office is in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg. The registered office may be transferred to any other place in the Grand Duchy of Luxembourg by decision of the Board. Branches or other offices may be established either in Luxembourg or abroad by resolution of the Board.

In the event that the Board determines that events of force majeure have occurred or are imminent that would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these abnormal circumstances; such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a Luxembourg company.

Art. 5. Capital. The capital of the Fund, expressed in Euro, shall be represented by fully paid-up shares (the “Shares”) of no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund pursuant to Articles 27 and 28 hereof. The minimum capital shall be as provided by the 2007 Law i.e. one million two hundred and fifty thousand euro (EUR 1,250,000). The minimum capital of the Fund must be achieved within 12 months after the date on which the Fund has been authorised under the 2007 Law.

Art. 6. Issue of Shares. The Board is entitled, within the limits set out in these Articles, to issue an unlimited number of fully paid up Shares at any time and at such value as shall be determined in the PPM, without being required to grant existing shareholders a preferential right of subscription.

The Board may impose restrictions on the frequency at which Shares shall be issued. The Board may, in particular, decide that Shares shall only be issued during one or more offering periods or at such other periods as determined by the Board and in accordance with the PPM.

The Board is authorised to issue different classes of Shares (each a “Share Class”) which may differ, inter alia, as regards the fee structure, distribution policy, hedging strategies, minimum investment capital, shareholders' qualifications, payment structures or other specific features and that can be denominated in different currencies, as may be determined by the Board and laid down in the PPM from time to time. The Board may decide if and when Shares of such Share Classes are to be offered for subscription, as well as the conditions of such issuance.

Shares will be issued after the acceptance of the subscription and subject to payment of the issue price, pursuant to Articles 7 and 8 hereof. Upon acceptance of the subscription and receipt of the issue price, the shareholder will receive a confirmation of its shareholding, within a period customary in financial affairs.

Fractions of Shares may be issued. In the event that a shareholder becomes entitled to a shareholding, such shareholding shall be registered in the share register with up to four (4) decimals. Fractional Shares do not grant any voting rights: however, the shareholder is entitled to distributions pro rata to its shareholding.

The proceeds from the issuance of Shares will be invested in securities and/or other permitted assets pursuant to Article 3 hereof.

The shareholders of all issued Shares will be listed in the share register that is kept by the Fund or by one or more entities to whom the Board has delegated such task. The share register shall contain the names of all shareholders, their address as well as the number of Shares held in the Fund and in each Share Class, if applicable. Ownership of a Share is evidenced prima facie by the registration of the holder of such Share in the share register.

Every shareholder registered in the share register must provide the Fund with an address for the reception of notifications and announcements by the Fund. This address will be listed in the share register. A shareholder may at all times change its registered address by written notice sent to the Fund's registered office or such other address as may be indicated by the Fund from time to time.

Subject to the consent of the shareholders and if permitted by the PPM and permitted by law, notifications and announcements by the Fund can be sent electronically to the shareholders.

The registration of a person as a shareholder of the Fund in the share register is subject to the shareholder's qualification as an Eligible Investor as defined in Article 10. For that purpose, the Fund may request evidence that the acquirer qualifies as an Eligible Investor within the meaning of the 2007 Law. If need be, the Fund may request additional documents it deems necessary for the registration in the share register.

Art. 7. Subscription of Shares / Capital Commitments. The Board or duly authorised persons may - at their sole discretion - accept or reject subscriptions and payments for new Shares as well as issue new Shares to Eligible Investors (as defined below).

Subscriptions may be made in the form of capital commitments (“Commitments”) and will become due and payable either immediately in full or in several instalments upon receipt of drawdown notices, as further provided in the following Article 8.

The Board may allow assets to be contributed in kind, to the extent permitted by Luxembourg law (in particular with respect to the requirement of a special audit report from the auditors of the Fund, confirming the value of any assets contributed in kind) and the PPM, and provided that such assets are consistent with the investment strategy of the Fund. The costs of such contribution in kind shall be borne by the contributing shareholder.

Unless otherwise determined in the PPM, whenever the Fund offers Shares for subscription, the price of the offered Shares shall be based on the issue price per Share of the relevant Share Class, if applicable, as determined in the PPM.

The Board may, in its sole discretion, accept Commitments, or additional Commitments from existing Class A Shareholders, after the date on which Commitments are first accepted from Class A Shareholders (the “Initial Closing Date”) until the date which is 18 months from the Initial Closing Date or such later date as may be agreed by the Investor Advisory Committee (the “Final Closing Date”). If Class A Shareholders (a “Subsequent Shareholder”) are admitted to the Fund, or increase their Commitment, on a date after the Initial Closing Date (a “Subsequent Closing Date”), the following provisions shall apply in respect of the first drawdown following such Subsequent Closing Date:

(i) draw-downs will be of such amounts and in such proportions so as to ensure that following the application of paragraph (iii) and this paragraph (i), the aggregate amount drawn down from each Class A Shareholder (other than for the purposes

of paying the Additional Amounts (as defined below) and that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments is in proportion to the Class A Shareholders' respective Commitments as at the date of such drawdown;

(ii) each Subsequent Shareholder shall pay to the Fund an additional amount equal to interest at a rate equal to 9 per cent per annum on amounts drawn down from the Subsequent Shareholder (other than for the purpose of paying the Base Fee calculated by reference to Total Commitments) from the date that such amounts would have been drawn down from it had such Subsequent Shareholder been admitted on or held its increased Commitment on the Initial Closing Date to the date of actual drawdown, calculated on a daily basis and compounding annually on the anniversary of the due date of the prior drawdown (the "Additional Amount");

(iii) out of the amounts drawn down pursuant to paragraph (i) above, each Class A Shareholder from whom prior drawdowns had been made shall be allocated and paid such amount equal to the excess of: (a) the amount drawn down from such Class A Shareholder and not previously returned (excluding Additional Amounts and that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments); and (b) the amount which would have been drawn down from such Class A Shareholder (excluding that portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments) had all Subsequent Shareholders been admitted to the Fund or made their increased Commitment on the Initial Closing Date. Any amounts so returned to a Class A Shareholder shall be treated as having never been drawn down (and accordingly such Class A Shareholder's undrawn Commitment shall be increased by such amount);

(iv) any Additional Amount shall be distributed to Class A Shareholders other than the Subsequent Shareholder, pro rata to the relative amounts drawn down from them prior to the relevant Subsequent Closing Date. Additional Amounts are paid in addition to the Commitment of a Class A Shareholder and the Class A Shareholder will not receive any Class A Shares in respect of such amounts; and

(v) the portion of the Base Fee calculated by reference to Total Commitments paid by a Subsequent Shareholder shall be paid in the amount that would have been paid to date if such Subsequent Shareholder had been admitted to the Fund or made its increased Commitment on the Initial Closing Date.

With respect to any rebalancing of Class A Shares to be effected on a Subsequent Closing Date, the Board shall, having regard to the best interests of the Class A Shareholders as a whole, be entitled to effect such rebalancing by:

- (a) transferring Class A Shares between the Class A Shareholders;
- (b) issuing new Class A Shares; and
- (c) redeeming and reissuing Class A Shares.

Art. 8. Drawdowns. If subscriptions are made in the form of Commitments, such shareholder's Commitments will become due and payable in one or several instalments by subscription of the relevant number of fully paid-up Shares pursuant to a drawdown (the "Drawdown"). For each Drawdown, the Fund or other authorised person will send a drawdown notice to the shareholder with the request to arrange for payment of the respective amount via bank transfer. Pursuant to the payment of the relevant amount in accordance with the PPM, the corresponding number of Shares will be issued to the respective shareholder.

When Commitments are called in several instalments, except in relation to Drawdowns made following a Subsequent Closing Date as described in Article 7, each Drawdown will be made on a pro rata basis with respect to the Commitments made by each shareholder, unless otherwise provided in the PPM. Unless otherwise determined, each Drawdown, shall amount to a percentage of the relevant shareholder's total Commitment, determined by the Board in its sole discretion.

The offering period (and any possible extension(s) thereof), as well as the issue price of Shares shall be defined in the PPM.

The Fund's investment period (the "Investment Period") will commence on the Initial Closing Date. The Investment Period will end on the earlier of (i) the date that is three and a half years after the Initial Closing Date; (ii) such date as the Portfolio Manager may determine (in its sole discretion) and notify to Class A Shareholders provided that not less than 80% of Total Commitments have been invested, called for investment or committed or reserved (up to a maximum of 5% of the Total Commitments) for investment or for reasonably anticipated fees, costs, expenses (or other liquidity reserves); and (iii) unless otherwise approved by Ordinary Resolution, 12 months after the commencement of a Suspension Period which has not been lifted.

Shareholders may require by 80% Resolution at any time during the Investment Period that the Investment Period be suspended. Such suspension of the Investment Period shall only be lifted by the Shareholders by Special Resolution. For the avoidance of doubt, such suspension shall not terminate the Investment Period, which shall continue (and Base Fees shall continue to be payable on the same basis) until terminated in accordance with the paragraph above.

Following the end of the Investment Period, or during any suspension of the Investment Period, if Class A Shareholders have undrawn Commitments, such undrawn Commitments may thereafter be drawn down only to: (i) pay amounts owing or which may be due under any existing indebtedness; (ii) pay the Fund's fees, costs and expenses (including, without limitation, the Base Fee) and indemnification obligations; (iii) make Follow-On Investments in, or related to, existing Investments; and/or (iv) complete Investments with respect to which the Fund or any BlackRock entity has, prior to the end of the Investment Period or suspension, as applicable, entered into a binding commitment, letter of intent, or other similar agreement, or to discharge any obligations, whether contractual or otherwise, entered into in respect of Investments prior to the end of the Investment Period or suspension, as applicable.

Art. 9. Defaulting Investor. Subject to any specific provision in the PPM, a Class A Shareholder who fails, as a result of a default of one or more of its own investors (the “Defaulting Ultimate Investor”), to comply with a drawdown notice by the date of its expiry (a “Defaulting Shareholder”) may be requested to pay interest on the amount it failed to pay in such amount as determined in the PPM.

In addition, the Defaulting Shareholder will also be liable for (i) any additional amount sufficient to reimburse the Manager, the Portfolio Manager and/or the Fund with respect to any other fees, costs and expenses (including in respect of borrowings) or Tax incurred by the Manager, the Portfolio Manager and/or the Fund as a result of the Class A Shareholder's failure to pay the full amount due and (ii) any additional penalties as set forth in the PPM.

In addition, the Portfolio Manager may, subject to the conditions set forth in the PPM, exercise one or more of the following rights and remedies against the Defaulting Shareholders:

(i) cause all or part of the undrawn Commitments attributable to the Defaulting Ultimate Investor (the “Attributable Commitments”) to be forfeited and all or part of the Class A Shares attributable to the Defaulting Ultimate Investor (the “Attributable Shares”) to be redeemed on liquidation of the Fund, at such price and terms determined in accordance with the PPM; and

(ii) sell, under the conditions set forth in the PPM, all or part of the Attributable Shares together with all or part of the Attributable Commitments.

Such measures must comply with Luxembourg legislation but do not exclude other legal remedies provided by Luxembourg law so that the Fund may - in consideration of the interests of the other shareholders - also enact legal remedies against a Defaulting Investor.

Further details with respect to this Article 9 of the Articles of Association are provided in the PPM.

Art. 10. Restrictions on shareholder. Shares shall be issued only to well-informed investors within the meaning of Article 2 of the 2007 Law (each an "Eligible Investor"), upon verification of such status and upon acceptance of the subscription and subject to payment of the price as set forth in Articles 7 and 8 hereof. Every shareholder must provide the Fund with the confirmation or, as the case may be, evidence of its status of Eligible Investor.

The conditions set forth above shall not apply to the directors and other persons who are involved in the management of specialised investment funds and hence are not applicable to the Directors.

In addition to the above, the Board shall have power (but not the obligation) to refuse to issue or register any transfer of Shares, or to impose such restrictions (other than any restrictions on transfer of Shares) as it, in its discretion, may think necessary for the purpose of ensuring that no Shares are acquired or held by or on behalf of any person, firm or corporate entity, determined in the sole discretion of the Board as being not entitled to subscribe for or hold Shares,

(i) if in the opinion of the Board such holding may be detrimental to the Fund,

(ii) if as a result thereof the Fund would breach any applicable material law, regulation or interpretation, Luxembourg or foreign,

(iii) if as a result thereof the Fund or any shareholder may become exposed to disadvantages of a tax, legal, economic or financial nature that it would not have otherwise incurred, or

(iv) if such person would not comply with the eligibility criteria of the Shares, and notably if such person is a U.S. Person and not a “qualified purchaser” within the meaning of Section 2(a)(51) of the U.S. Investment Company Act (each individually, a "Prohibited Person").

More specifically, the Fund may restrict or prevent the ownership of Shares by any person, firm or corporate body. For such purposes, the Fund may:

decline to issue any Share, and decline to register any transfer, where it appears to it that such issue or transfer would or might result in such Share being directly or beneficially owned by a Prohibited Person,

at any time require any person whose name is entered in, or any person seeking to register the transfer of Shares on the register of shareholders to furnish it with any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not the beneficial ownership of Shares rests in Prohibited Person,

request the shareholder to dispose of its Shares pursuant to the transfer provisions contained herein and in the PPM and to provide evidence of the disposal vis-à-vis the Fund within thirty (30) days of such request if in the Board's assessment a Prohibited Person either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares. Should the respective shareholder fail to comply with this request in due time, the Board may - in its sole discretion - treat such shareholder as a Defaulting Investor.

where it appears to the Fund that any Prohibited Person, either alone or in conjunction with any other person is a beneficial or registered owner of Shares, compulsorily redeem from any such shareholder all Shares held by such shareholder in the following manner:

the Fund shall serve a notice (hereinafter referred to as the "Redemption Notice") upon the shareholder holding such Shares or appearing in the register of shareholders as the owner of the Shares to be redeemed, specifying the Shares to be redeemed as aforesaid, the price to be paid for such Shares, and the place at which the Redemption Price (as defined below) in respect of such Shares is payable. Any such Redemption Notice may be served upon such shareholder by posting the same in a prepaid registered envelope addressed to such shareholder at his last address known or appearing in the register

of shareholders. Immediately after the close of business on the date specified in the Redemption Notice, such shareholder shall cease to be a shareholder and the Shares previously held by him shall be cancelled. The said shareholder shall thereupon forthwith be obliged to deliver to the Fund the Share certificate or certificates (if issued) relating to the Shares specified in the Redemption Notice;

the price at which the Shares specified in any Redemption Notice shall be redeemed shall be determined in accordance with Article 26 hereof (hereinafter referred to as the "Redemption Price");

payment of the Redemption Price will be made to the shareholder appearing as the owner of such Shares and will be deposited by the Fund with a bank in Luxembourg or elsewhere (as specified in the Redemption Notice) for payment to such person upon verifications in accordance with the relevant laws and regulations. Upon deposit of the monies corresponding to the Redemption Price as aforesaid no person specified in such Redemption Notice shall have any further interest or claim in such Shares or any of them, or any claim against the Fund or its assets in respect thereof, except the right of the shareholder appearing as the owner thereof to receive the price so deposited (without any interest) from such bank as aforesaid;

the exercise by the Fund of the powers conferred by this Article shall not be questioned or invalidated in any case, on the ground that there was insufficient evidence of ownership of Shares by any person or that the true ownership of any Shares was otherwise than appeared to the Fund at the date of any Redemption Notice, provided that in such case the said powers were exercised by the Fund in good faith; and

decline to accept the vote of any Prohibited Person at any meeting of shareholders of the Fund.

Art. 11. Rights and duties attached to the Shares. Each Share entitles its owner to equal rights in the profits and assets of the Fund and to one vote at shareholder general meetings, except as may be determined in the PPM.

If the Fund is composed of a single shareholder, that shareholder exercises all those powers granted to all shareholders by the law of 10 August 1915 on commercial companies (the "1915 Law") and these Articles.

Ownership of a Share carries implicit acceptance of these Articles and of any decision made by resolution of the shareholders.

The creditors or successors of the single shareholder or of any of the shareholders may in no event request that a seal be affixed to the assets and documents of the Fund or an inventory of assets be ordered by court. They must, for the exercise of their rights, refer to the Fund's inventories and resolutions.

Art. 12. Indivisibility of Shares. Co-owners of Shares must be represented by a common attorney-in-fact, whether or not jointly appointed.

Art. 13. Transfer of Shares. Where the Fund is composed of a single shareholder, that single shareholder may freely transfer the Shares owned, subject to the restrictions in these Articles.

Where the Fund is composed of more than one shareholder, no shareholder may transfer, or otherwise dispose of any of its Shares without the consent of the Board and each of the other shareholders.

Transfer of Shares may only be made by any existing shareholder to Eligible Investors.

Art. 14. Incapacity, bankruptcy or insolvency of shareholder. The incapacity, bankruptcy, insolvency or any other similar event affecting a shareholder will not cause the Fund to go into liquidation.

Art. 15. Director. The Fund is managed and administered by a Board composed of at least four (4) directors who do not have to be shareholders (each a "Director").

Each Director is appointed annually by the single shareholder owning the entire issued Share capital or by a resolution of the shareholders. Shareholders may elect to remove, replace or appoint additional Directors to the Board from time to time. Each Director shall be subject to re-appointment on an annual basis, such re-appointment together with the appointment of any new or additional Directors and any decision not to replace a Director who does not wish to be re-appointed, has resigned or has been removed (provided there are sufficient numbers of Directors remaining to comply with the requirements of this Article with respect to composition of the Board) shall require the approval of the single shareholder owning the entire issued Share capital or by a resolution of the shareholders.

Any Director may be removed at any time, with or without cause, by the single shareholder holding the entire issued share capital, or by a resolution of the shareholders. Any Director may resign at any time on providing advance notice to the Fund.

The single shareholder holding the entire issued share capital or a resolution of the shareholders shall decide upon the compensation of each Director.

The Board shall appoint, from among its members, a chairman. The Board shall choose a secretary, who need not be a Director, who shall be responsible for keeping board meeting minutes and other Fund records.

The Board may also appoint officers of the Fund considered necessary for the operation and management of the Fund. Any such appointment may be revoked at any time by the Board. Officers need not be Directors or shareholders of the Fund. The officers appointed shall have the powers and duties entrusted to them by the Board.

Art. 16. Meetings of the Board. Meetings of the Board shall be held at the place indicated in the notice of the meeting.

Written notice of any Board meeting shall be given to all Directors at least 24 hours in advance of the time set for such meeting, except in circumstances of emergency, in which case the nature of such circumstances shall be set forth in the notice of the meeting. This notice may be waived with the consent of each Director in writing, by facsimile or e-mail.

Any Director may act at any meeting of the Board by appointing in writing, by facsimile or e-mail, another director as his proxy. Directors may also cast their vote in writing, by facsimile or e-mail. Meetings of the Board may be held by way of conference call, video conference or any other similar means of communication, in which case the Directors participating by such means shall be deemed to be present in Luxembourg.

The Board shall act validly only if at least three directors are present or represented at a meeting of the Board. Decisions shall be taken by a majority vote of the Directors present or represented. The chairman of the Board shall have a casting vote.

The minutes of any meeting of the Board will be signed by the chairman of the meeting. Any proxies will remain attached thereto. Copies or extracts of written resolutions or minutes to be produced in judicial proceedings or otherwise may be signed by any two Directors.

Resolutions may also be passed in the form of a written consent resolution. This may be signed jointly or by the use of counterpart signatures by all the directors.

Art. 17. Powers of representation. In dealing with third parties, any two Directors shall have the power to act jointly in the name of the Fund in all circumstances and to carry out and authorise all acts and operations. The Fund is bound in all circumstances by the signature of two Directors. Notwithstanding the foregoing, any one Director shall have the power to act alone in the name of the Fund in all circumstances, to carry out and authorize all acts and operations, and to bind the Fund in all circumstances by only such Director's signature, if so authorised by the Board.

Art. 18. Death, incapacity, bankruptcy or insolvency of a Director. The death, incapacity, bankruptcy, insolvency, resignation, removal or any other similar event affecting a Director will not cause the Fund to go into liquidation.

Creditors, heirs and successors of a Director may in no event have seals affixed to the assets and documents of the Fund.

Art. 19. Liability of Director. A Director will not incur any personal liability arising out of the functions performed on behalf of the Fund. He is only liable for the performance of his mandate.

Art. 20. Conflicts of interest and indemnity. No contract or other transaction between the Fund and any other company or firm shall be affected or invalidated by the fact that a Director, officer or employee of the Fund has a personal interest in, or is a shareholder, director, director, officer or employee of such other company or firm. Any person related, as described above, to any company or firm with which the Fund shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason solely of such affiliation with such other company or firm, be prevented from considering, voting or otherwise acting upon any matters with respect to such contract or business.

Notwithstanding the above, in the event that any Director has or may have any vested interest or personal interest in any transaction of the Fund, such Director shall make known such personal interest to the Board of Directors and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such interest of the Director therein shall be reported to the next general meeting of shareholders.

The above paragraph of this Article does not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Fund.

The term “vested interest” as used herein does not comprise every interest merely resulting from the fact that the transaction relates to BlackRock (or a company directly or indirectly associated with BlackRock respectively) or another company as determined by the Fund.

None of the members of the Investor Advisory Committee (acting solely in their capacity as such), any Ultimate Investors who have appointed a member of the Investor Advisory Committee (solely in relation to the appointment and conduct of the relevant Investor Advisory Committee member), the Board, the Manager, the Portfolio Manager, the members of the Investment Committee, BlackRock or any of their respective partners, officers, members, shareholders, directors, employees, agents or affiliates or board member of any Holding Company or Property Company (each an “Indemnified Person”) will be liable to the Fund or any of the shareholders or Ultimate Investors for any act or omission performed or omitted by any such Indemnified Person and the Fund shall indemnify such Indemnified Persons on an after-Tax basis for any loss or damage incurred by any of them, except where such liability or claim is the result of: (i) in the case of an Indemnified Person other than members of the Investor Advisory Committee, or any Ultimate Investor who has appointed a member of the Investor Advisory Committee, (a) gross negligence, (b) wilful misfeasance, (c) bad faith, (d) fraud or (e) a knowing breach of the terms of the Fund Documents, which in each case results in the Fund and/or the shareholders suffering material financial disadvantage; and (ii) in the case of members of the Investor Advisory Committee, or any Ultimate Investor who has appointed a member of the Investor Advisory Committee, bad faith as determined by the final judgment of a court.

Art. 21. Appointment, powers and removal of the Manager. The Board may appoint an external alternative investment fund manager (“Manager”) within the meaning of the Luxembourg law of 12 July 2013 on alternative investment fund managers (the “AIFM Law”).

The Manager of the Fund shall be responsible for the portfolio and risk management of the Fund in accordance with the PPM and subject to ultimate oversight of the Board. The Manager may be allowed to delegate portfolio management to one or more portfolio managers in accordance with the PPM.

The Board may remove the Manager at any time where it considers it to be in the best interest of the shareholders, and in accordance with the conditions set forth in the PPM.

The Board shall also remove the Manager if requested to do so by a decision of shareholders in respect of all the Shares held by them with the majority required under the PPM, and subject to any additional condition set forth in the PPM.

Art. 22. Voting Rights. Each Share will grant one vote, independent from the Net Asset Value of such Share but subject to limitations, if any, pursuant to applicable law, the Articles of Association and the PPM.

Each shareholder may be represented by another shareholder or another person at any meeting of shareholders by virtue of a written proxy (including facsimile). Such proxy holder does not need to be a shareholder and may be a Director or a representative thereof.

Each shareholder may vote by way of voting forms provided by the Fund. Voting forms contain the date, place and agenda of the meeting, the text of the proposed resolutions as well as for each resolution three boxes allowing to (a) vote in favour, (b) vote against, or (c) abstain from voting. Voting forms must be sent back by the shareholders to the registered office of the Fund. Only voting forms received prior to the meeting of the shareholders are taken into account for the calculation of the quorum. Voting forms which show neither a vote (in favour or against the proposed resolutions) nor an abstention are void.

In cases where votes are related to (an) individual Share Class(es), only the shareholders of such relevant Share Class(es) will be entitled to vote.

The Board may determine further conditions to be fulfilled by the shareholders in order to be admitted to a meeting of the shareholders.

Art. 23. General meetings of shareholders. When the Fund is composed of one single shareholder, that shareholder exercises the powers granted by the 1915 Law to shareholders at a general meeting. Articles 194 to 196 and 199 of the 1915 Law are not applicable to this situation.

When the Fund is composed of several shareholders, shareholders' decisions are taken in a general meeting or by written resolution, the text of which will be sent by the Board to the shareholders by simple letter or by email for a first consultation, and sent by registered letter for a second consultation. In the latter case, shareholders are under the obligation to cast their written vote and send it by registered letter to the Fund within 15 days of receiving the text of the resolution to be decided upon.

When the Fund is composed of several shareholders, unless otherwise specified in these Articles or in the 1915 Law, shareholder decisions are only validly taken if they are adopted by shareholders representing more than half (50%) of the corporate capital. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes cast validly, regardless of the portion of capital represented.

However, resolutions to amend these Articles and to liquidate the Fund may only be taken by a majority of shareholders representing three quarters (75%) of the Fund's corporate capital.

In line with Luxembourg law, the annual general meeting of shareholders will be held at the Fund's registered office in Luxembourg or any other place in the municipality of Luxembourg-city as may be indicated in the convening notice, at midday on the last day on which banks in Luxembourg are open for business in June of each year or, if such day is a public holiday, on the last preceding Luxembourg bank business day. The annual general meeting of shareholders may be held abroad should extraordinary circumstances so require in the sole discretion of the Board.

Other shareholders' meetings of the Fund may be held at such place and date as stated in the respective convening notice.

Art. 24. Decisions. The decisions of the single shareholder or of the shareholders will be documented in writing, recorded in a register and kept at the registered office of the Fund. Shareholder votes and any powers of attorney will be attached to the minutes of the meeting, if applicable.

Art. 25. Determination of investment policies. The Directors shall, based upon the principle of spreading of risks, have power to determine the investment policies and the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, within the restriction set forth in the PPM and in compliance with applicable laws and regulations.

Art. 26. Redemption. The Fund is a closed-ended specialised investment fund. Consequently, Shares in the Fund shall not be redeemable at the request of a shareholder unless specified otherwise in the PPM.

Shares may be called by the Fund for redemption:

- (a) in the circumstances listed under Articles 7 and 10 of the Articles of Association;
- (b) if such shareholder has materially breached any provision of these Articles or the PPM; or

in such other circumstances as set forth in the PPM or as the Fund may determine where continued ownership would be materially prejudicial to the interests of the Fund or its shareholders.

Shares which are to be redeemed by the Fund may be redeemed by the Fund upon the Fund giving to the registered holder of such Shares not less than 30 days' notice in writing of the intention to redeem such Shares specifying the date of such redemption, which must be any day (other than a Saturday or Sunday) when banks are open in Luxembourg, London and New York (a "Business Day").

The amount payable on such redemption of Shares shall be the Net Asset Value of the Shares on the most recent Valuation Date. Costs associated with the redemption may, if the Fund so decides, be charged to the shareholder whose Shares are redeemed and such costs may be deducted from the redemption proceeds payable to the shareholder in circumstances where the Fund has exercised its power to redeem Shares pursuant to paragraph (a) or (b) of this Article 26.

Any Shares in respect of which a notice of redemption has been given shall not be entitled to participate in the profits of the Fund in respect of the period after the date of redemption.

No Shares of a relevant Share Class may be converted into Shares of another Share Class upon request of a shareholder, but the Board may be entitled to proceed to such conversions under the conditions set forth in the PPM.

Art. 27. Valuation and Deposit of assets.

27.1 Calculation method

The net asset value per Share of a relevant Share Class shall be expressed in Euro and shall be determined as of each Valuation Date by dividing (i) the net assets of the Fund (composed of the Fund's net assets attributable to the respective Share Class less the liabilities attributable to the respective Share Class), by (ii) the number of outstanding Shares of the respective Share Class, in accordance with the valuation rules set forth below, provided that the assets shall be determined in accordance with the rules set forth below (the "Net Asset Value").

The Net Asset Value per Share of a relevant Share Class is quoted with up to four (4) decimal places as one amount per Share in the reference currency. If since the time of determination of the Net Asset Value there has been a material change in relation to a substantial part of the real estate of the Fund, the Fund may, in order to safeguard the interests of the shareholders and the Fund, cancel the first valuation and carry out a second valuation with prudence and in good faith.

27.2 Determination of assets and liabilities

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, the assets and liabilities of the Fund for these purposes shall be determined in the following manner:

For the purpose of the valuation of real estate, the Board, or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law, shall appoint an Independent Valuer. The Board or the Manager may select different Independent Valuers for each local market as circumstances warrant.

27.2.1 The assets of the Fund shall include:

- a) real estate;
- b) all cash in hand or on deposit, including any interest accrued thereon;
- c) all bills and demand notes payable and accounts receivable (including proceeds of properties, property rights, securities or any other assets sold but not delivered);
- d) all bonds, time notes, certificates of deposit, shares, stock, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants, options and other securities, financial instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund (provided that the Manager may make adjustments in a manner with regard to fluctuations in the market value of securities caused by trading ex-dividends, ex-rights, or by similar practices);
- e) stock dividends, cash dividends and cash payments receivable (including drawn but unpaid capital) by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
- f) all income accrued on any real estate properties or interest accrued on any interest-bearing assets owned by the Fund except to the extent that the same is included or reflected in the value attributed to such asset;
- g) the formation expenses of the Fund, including the cost of issuing and distributing Shares of the Fund, insofar as the same have not been written off; and
- h) all other assets of any kind and nature including expenses paid in advance.

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, the value of such assets shall be determined as follows:

Subject as prescribed below, (i) real estate registered in the name of the Fund or any of its subsidiaries, and (ii) (if any) direct or indirect shareholdings of the Fund in real estate companies mentioned below in which the Fund shall hold an interest in the outstanding voting stock (assets described under (i) and (ii) above together referred to as "Real Estate") will be valued by the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law) or the Independent Valuers, as the case may be, as at each Valuation Date. The Fund's Real Estate will be valued by the Independent Valuers on the basis of a full valuation with physical inspection at least annually, except for Investments acquired less than six (6) months prior to financial year-end, in which case the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law) may choose to adopt an internal valuation. Internal valuations will be undertaken by the Board (or the Manager when the Manager is entrusted with the valuation of the assets of the Fund within the meaning of the AIFM Law) at the end of each quarter other than the quarter on which Independent Valuers conduct their valuation. In addition, prior to making or disposing of

any Investment, the Portfolio Manager will obtain, when practicable, an independent valuation of such investment from an Independent Valuer. Where it is not practicable to obtain such valuation prior to making or disposing of an Investment, such a valuation shall be obtained as soon as possible thereafter. The Portfolio Manager will be required to justify the reasons for any acquisition price materially higher, or disposal materially lower, than such valuations, in the Fund's next annual report.

The securities of real estate companies which are listed on a stock exchange or dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the average of the last available 10 Business Days publicised stock exchange or market value. A Regulated Market is a market which is regulated and supervised by state approved bodies, is held on a regular basis and is directly or indirectly accessible to the public ("Regulated Market").

Subject as specified below, the securities of real estate companies which are not listed on a stock exchange nor dealt in on another Regulated Market will be valued on the basis of the probable net realisation value (taking into account any deferred Taxation) estimated with prudence and in good faith by the Manager using the value of real estate as determined in accordance with (a) above and as prescribed below.

The value of any cash in hand or on deposit, bills and demand notes and accounts receivable (including VAT receivables), prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof.

All other securities and other assets, including debt securities and securities for which no market quotation is available, are valued on the basis of dealer-supplied quotations or by a pricing service approved by the Board or the Manager or, to the extent such prices are not deemed to be representative of market values, such securities and other assets shall be valued at fair value as determined in good faith pursuant to procedures established by the Manager. Money market instruments held by the Fund with a remaining maturity of 90 days or less will be valued by the amortised cost method, which approximates market value.

The value of all assets and liabilities not expressed in Euro will be converted into such currency at the relevant rates of exchange ruling on the relevant Valuation Date. If such quotations are not available, the rate of exchange will be determined with prudence and in good faith by or under procedures established by the Manager.

The Manager may permit some other method of valuation to be used, if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

27.2.2:

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, and subject to Article 27.2.3, the liabilities of the Fund shall include:

- a) all loans and other indebtedness for borrowed money (including convertible debt), bills and accounts payable;
- b) all accrued interest on such loans and other indebtedness for borrowed money (including accrued fees for commitment for such loans and other indebtedness);
- c) all accrued or payable expenses (including administrative expenses, advisory fees, custodian fees, and domiciliary and corporate agents' fees);
- d) all known liabilities, present and future, including all matured contractual obligations for payments of money or in respect of property, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund, where the Valuation Date falls on the record date for determination of the person entitled thereto or is subsequent thereto;
- e) an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Date, as determined from time to time by the Board, as well as such amount (if any) as the Board may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund, provided, for the avoidance of doubt, that such provision shall include any deferred taxation calculated as if the relevant real estate had been directly or indirectly realised on the relevant Valuation Date in a manner determined from time to time in the discretion of the Board; and
- f) all other liabilities of the Fund of whatsoever kind and nature reflected in accordance with Luxembourg law and IFRS. In determining the amount of such liabilities, the Fund shall take into account all expenses payable by the Fund. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount rateably for yearly or other periods.

27.2.3 For the purpose of this Article 27:

(i) Shares to be issued by the Fund shall be treated as being in issue as from the date the relevant amount is paid pursuant to a Drawdown and from such time and until received by the Fund the price therefore shall be deemed to be a debt due to the Fund;

All Investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than Euro shall be valued after taking into account the market rate or rates of exchange in force at the date and time for determination of the Net Asset Value; and

Subject to compliance with IFRS, or as may otherwise be agreed with the Auditors, where on any Valuation Date the Fund has contracted to:

- a) purchase unconditionally any asset, the value of the consideration to be paid and any costs associated with such asset on the relevant Valuation Date shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired less any costs associated with the asset on the relevant Valuation Date shall be shown as an asset of the Fund; or

b) sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered by the Fund shall not be included in the assets of the Fund;

provided, however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Date, then its value shall be estimated by the Manager in good faith.

27.2.4 For the avoidance of doubt, the provisions of this Article 27 (including, in particular, Article 27.2.3 hereof) are rules for determining the Net Asset Value per Share and are not intended to affect the treatment for accounting or legal purposes of the assets and liabilities of the Fund or any Shares issued by the Fund.

27.2.5 Subject to any decision of the Board to the contrary, every decision of the Manager with regard to the determination of the Net Asset Value (and for the avoidance of doubt, the Manager may amend, in its sole discretion, any decisions made by service providers appointed by the Board or the Manager) will be final and binding on the Fund as well as for all current, former and future shareholders, provided that there is no violation of the principle of good faith, no gross negligence or no obvious error at hand.

27.3 Appointment of Depositary

The Fund and the Manager shall appoint a depositary in relation to the supervision, deposit and safekeeping of the assets of the Fund in accordance with the 2007 Law and the AIFM Law.

Where the law of a third country requires that certain financial instruments are held in custody by a local entity and there are no local entities that are subject to effective prudential regulation and supervision as well as external periodic audit, the depositary can discharge itself of liability provided that the conditions laid down in the AIFM Law are met and subject to the terms of the depositary agreement between the Fund, the Manager and the depositary.

Art. 28. Frequency and temporary suspension of calculation of Net Asset Value.

28.1 Frequency of calculation

The Net Asset Value per Share of a respective Share Class shall be calculated by the Central Administration Agent based on the Net Asset Value as at the Valuation Date. Where the Net Asset Value is calculated at the initiative of the shareholder, the costs related to such additional calculation of Net Asset Value will be borne by such shareholder.

28.2 Temporary suspension

The Board may suspend the determination of the Net Asset Value and the issue of Shares:

a) during any period when one or more exchanges which provide the basis for valuing a substantial portion of the assets of the Fund are closed or if dealings therein are restricted or suspended or where trading is restricted or suspended;

b) during any period when, as a result of the political, economic, military, terrorist or monetary events or any circumstance outside the control, responsibility and power of the Board, or the existence of any state of affairs in the property market, disposal of the assets of the Fund is not reasonably practicable without materially and adversely affecting and prejudicing the interests of shareholders or if, in the opinion of the Board, a fair price cannot be determined for the assets of the Fund;

c) in the case of a breakdown of the means of communication normally used for valuing any asset of the Fund which is material or if for any reason the value of any asset of the Fund which is material in relation to the Net Asset Value (as to which the Board shall have sole discretion) may not be determined as rapidly and accurately as required;

d) if, as a result of exchange restrictions or other restrictions affecting the transfer of funds, transactions on behalf of the Fund are rendered impracticable, or if purchases, sales, deposits and withdrawals of the assets of the Fund cannot be effected at the normal rates of exchange;

e) when the value of a substantial part of the assets of any consolidated subsidiary of the Fund may not be determined accurately;

f) upon the publication of a notice convening a general meeting of shareholders for the purpose of considering a resolution to wind up the Fund; or

g) when for any other reason, the prices of any investments cannot be promptly or accurately determined.

The Board shall give notice of any such suspension to the shareholders.

Art. 29. Issue Price. Shares will be issued at a fixed price of 10 Euro (the "Issue Price").

After the Initial Closing Date, shareholders shall pay for the subscription of new Shares, the Issue Price plus any charges or fees as may be decided by the Board from time to time and described in Article 7 of these Articles of Association.

Art. 30. Auditor. The shareholders' meeting of the Fund will appoint an auditor ("réviseur d'entreprise agréé") who will perform such duties vis-à-vis the Fund as described in Article 55 of the 2007 Law.

Art. 31. Financial year. The financial year of the Fund shall begin on 1 January of each year and end on 31 December provided that, (i) the first financial year of the Fund shall commence on the date of incorporation of the Fund and end on 31 December 2015; and (ii) the last financial year of the Fund will end on the date on which the winding up of the Fund is completed.

The accounts of the Fund shall be expressed in Euro. The annual accounts, including the balance sheet and profit and loss account, the Directors report and the notice of the annual general meeting will be sent and/or published and made available in accordance with applicable law.

Art. 32. Balance-sheet. At the end of each financial year, the accounts are closed and the Board will produce an inventory of assets and liabilities, the balance sheet and the profit and loss account, in accordance with the 1915 Law.

The balance sheet and the profit and loss account are submitted to the sole shareholder or to each of the shareholders for approval.

Each shareholder or its attorney-in-fact may consult the financial documents at the registered office of the Fund.

Art. 33. Distribution of income. The general meeting of shareholders shall, upon the proposal of the Board, subject to any interim distributions having been declared or paid, determine how the annual net investment income shall be disposed of.

Interim distributions may, at the discretion of the Board and in accordance with the PPM, be declared subject to such further conditions as set forth by law, and be paid out on the Shares out of the income of assets upon decision of the Board.

Distributions may include an allocation from a dividend equalisation account which, in such event, will be credited upon issue of Shares to such dividend equalisation account and upon redemption of Shares, the amount attributable to such Share will be debited to an accrued income account.

The distributions declared, if any, will normally be paid in Euro, in the currency of the relevant Share Class or in such other currencies as selected by the Board and may be paid at such places and times as may be determined by the Board. The Board may make a final determination of the rate of exchange applicable to translate dividend monies into the currency of their payment. Stock dividends may be declared.

Distributions may be made in kind to the extent permitted in the PPM.

If and to the extent set forth in the PPM, distributions made to shareholders may be subject to a claw back obligation, allowing the Board to call back the respectively distributed assets.

Any distributions to shareholders that were declared by the Fund but for any reasons cannot be paid, may not be claimed after five (5) years and will then be attributed to the respective Share Class or to the Fund. No interest will be paid on distributions declared by the Fund.

Distributions may be made to the Class B Shareholder in amounts intended to enable the Class B Shareholder or its direct or indirect owners to discharge their United States federal, state and local income tax liabilities arising from the allocation of income or gain to the Class B Shareholder (a "Tax Liability Distribution") to the extent that there has not been a corresponding distribution of Carried Interest to the Class B Shareholder or its direct or indirect owners. The amount of any such Tax Liability Distribution will be determined in good faith by the Board, taking into account (a) the maximum combined United States, New York State and New York City tax rate applicable to individuals resident in New York City on the relevant type of income (for example ordinary income or net long-term capital gain and taking into account the rate of tax imposed under Section 1411 of the U.S. Internal Revenue Code of 1986, as amended (the "Code")) and taking into account the deductibility of state and local income taxes for United States federal income tax purposes, if applicable, and (b) the amount of income or gain allocated to the Class B Shareholder for United States federal income tax purposes, and otherwise based on such assumptions as the Board determines to be appropriate. Any Tax Liability Distribution will reduce the amount of subsequent distributions that the Class B Shareholder would otherwise receive.

Distributions may not be made if pursuant to such distribution the Fund's minimum capital would fall below the statutory minimum capital.

Art. 34. Dissolution and liquidation. The decision to dissolve the Fund may be validly adopted only with the consent of a majority of shareholders representing three quarters (75%) of the Fund's corporate capital.

Upon dissolution of the Fund, liquidation shall be carried out by the Manager or by one or several other liquidators (who may be physical persons or legal entities) (together with the Manager the "Liquidators") named by the meeting of shareholders resolving to commence such dissolution and which shall determine their powers and their fees. The net proceeds of liquidation shall be distributed by the liquidators to the holders of Shares relating in proportion of their holding of Shares, and subject to the specificities of each Share Class, as set forth in the PPM.

Moneys available for distribution to shareholders in the course of the liquidation that are not claimed by shareholders will at the close of liquidation be deposited at the Caisse de Consignation in Luxembourg in accordance with the 2007 Law.

If at any time the capital of the Fund falls below two thirds of the minimum capital required by Luxembourg law, the Board must submit the question of dissolution of the Fund to a general meeting of shareholders acting, without quorum requirements, by a simple majority decision of the Shares present or represented at such meeting.

Art. 35. General. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with applicable law.

Art. 36. US Tax Accounts. A separate capital account for U.S. federal income tax purposes (a "U.S. Tax Capital Account") shall be established and maintained for each of the shareholders of the Fund in accordance with Section 704 of the Code and U.S. Treasury Regulations Section 1.704-1(b)(2)(iv). Net income and net loss (and items thereof) shall be allocated to the U.S. Tax Capital Account of each shareholder of the Fund in a manner such that, after such allocations have been made, the balance of each U.S. Tax Capital Account will equal (to the extent possible) the amount that would be distributed to such shareholder, determined as if the Fund were to sell all of its assets for cash, all liabilities of the Fund were satisfied, and the net assets of the Fund were distributed in accordance with Article 34; provided, however, that the

Tax Matters Partner may adjust the allocations that are determined (without regard to this proviso) pursuant to this Article 36 if the Tax Matters Partner determines reasonably and in good faith that such adjustment complies with the requirements of Section 704(b) of the Code and the Treasury Regulations promulgated thereunder, or to give economic effect to Article 34 and the other relevant provisions of these Articles and the PPM.

For U.S. federal income tax purposes, all items of income, gain, loss and deduction shall be allocated among the shareholders of the Fund in the same manner that each such item was allocated to the U.S. Tax Capital Account of such shareholder. It is the intention that U.S. tax allocations will have substantial economic effect for U.S. federal income tax purposes and, as such, a “qualified income offset” provision and any other regulatory allocation provision described in applicable U.S. Treasury Regulations (as determined by the Tax Matters Partner, defined below) shall be incorporated by reference.

The Tax Matters Partner may, for U.S. federal income tax purposes, make any elections provided for under the Code or other tax elections or filings for the Fund that it deems necessary or advisable, provided that, the Tax Matters Partner may not make any election to have the Fund treated as a corporation for U.S. federal or state income tax purposes. Europe Property Fund IV Feeder LLC is hereby designated as the “tax matters partner” of the Fund for purposes of the Code and the Treasury Regulations (the “Tax Matters Partner”) and Europe Property Fund IV Feeder LLC, in its sole discretion, may designate the Fund's partnership representative under Section 6223 of the Code (which may be Europe Property Fund IV Feeder LLC or any other person or entity designated by Europe Property Fund IV Feeder LLC). Europe Property Fund IV Feeder LLC, in its capacity as the Tax Matters Partner, or the partnership representative (as applicable) will represent the Fund with respect to any disputes, controversies or proceedings with the Internal Revenue Service.

Expenses

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of its formation are estimated at approximately one thousand one hundred Euros (EUR 1,100.-).

Declaration

Whereof, the present deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the person appearing, the said person signed together with Us notary this original deed.

Signés: D. BARBOSA, K. REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10279. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 25 mai 2016.

Référence de publication: 2016115263/662.

(160089065) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Forum Global Finance GP S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Humain.

R.C.S. Luxembourg B 206.302.

— STATUTES

In the year two thousand and sixteen on the thirteenth day of April

Before Us, Maître Jacques Kessler, notary residing in Pétange Grand Duchy of Luxembourg.

THERE APPEARED:

Forum Holdings B.V., a private limited liability company (Besloten vennootschap), established and existing under the laws of the Netherlands, having its registered office at Prins Bernhardplein 200, 1097 JB Amsterdam, the Netherlands and registered with the Dutch Trade Register under number KVK 58527087.

here represented by Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, with professional address at 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on April 2016. The said proxy, signed *in varietur* by the proxy holder of the appearing person and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

Such appearing person, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to enact the deed of establishment of a private limited liability company with the following articles of association:

Art. 1. There exists a private limited liability company under the name of Forum Global Finance GP S.à r.l. (hereinafter, the Company), which shall be governed by the laws pertaining to such an entity and in particular by the law of August 10, 1915 on commercial companies as amended (hereinafter, the Law), as well as by the present articles of association (hereinafter, the Articles).

Art. 2. The Company may carry out all transactions pertaining directly or indirectly to the taking of participating interests in any enterprises in whatever form, as well as the administration, management, control and development of such participating interests, in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

The Company may particularly use its funds for the setting-up, management, development and disposal of a portfolio consisting of any securities and intellectual property rights of whatever origin and participate in the creation, development and control of any enterprises. It may also acquire by way of contribution, subscription, underwriting or by option to purchase and any other way whatsoever, any type of securities and intellectual property rights, have them developed and realise them by way of sale, transfer, exchange or otherwise.

The Company may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which form part of the group of companies to which the Company belongs (such as, but not limited to, shareholders or affiliated entities).

In general, the Company may likewise carry out any financial, commercial, industrial, movable or real estate transactions, take any measures to safeguard its rights and make any transactions whatsoever which are directly or indirectly connected with its purpose or which promote its development.

The Company may borrow in any form except by way of public offer. It may issue by way of private placement only, notes, bonds and debentures and any kind of debt, whether convertible or not, and/or equity securities. It may give guarantees and grant securities in favor of third parties to secure its obligations or the obligations of its subsidiaries, affiliated companies or any other companies. The Company may further pledge, transfer, encumber or otherwise create security over all or some of its assets.

Art. 3. The Company is established for an unlimited duration.

Art. 4. The Company's registered office is established in the City of Luxembourg.

It may be transferred to any other address in the same municipality or to another municipality by a decision of the Sole Manager (as defined below) or the Board of Managers (as defined below), respectively by a resolution taken by the general meeting of the shareholders, as required by the then applicable provisions of the Law.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

Art. 5. The Company's subscribed share capital is set at twelve thousand five hundred Euro (EUR 12.500,00) represented by twelve thousand five hundred (12.500) shares with a nominal value of one Euro (EUR 1,00) each.

The Company may repurchase its own shares within the limits set by the Law and the Articles.

The share capital may be changed at any time by a decision of the sole shareholder or by a decision of the shareholders' meeting.

Art. 6. Towards the Company, the shares are indivisible, since only one owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company. In case of plurality of owners per share, the Company may suspend the rights attached to this share until a single owner has been designated to the Company.

Art. 7. In case of a sole shareholder, the Company's shares held by the sole shareholder are freely transferable.

In case of a plurality of shareholders, the shares held by each shareholder may only be transferred in accordance with article 189 of the Law.

Art. 8. The Company shall not be dissolved by reason of death, suspension of civil rights, insolvency or bankruptcy of the sole shareholder or of any of the shareholders.

Art. 9. The Company is managed by a board of managers (hereinafter, the Board of Managers), composed of at least three (3) managers divided into two (2) categories, respectively denominated "Category A Managers" and "Category B Managers". The Company may be managed by a sole manager (the Sole Manager) who assumes all the rights, duties and liabilities of the Board of Managers.

The manager(s) need not be shareholders. The manager(s) may be dismissed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or of the shareholders holding more than half of the share capital.

Art. 10. The Sole Manager or the Board of Managers is invested with the broadest powers to perform all acts necessary or useful to realise the Company's object, with the exception of the powers reserved by the Law or the Articles to the general meeting of shareholders.

Towards third parties, the Company shall be bound by the joint signature of one Category A Manager and one Category B Manager.

The Sole Manager or the Board of Managers shall have the right to grant special proxies for determined matters to one or more proxy holders, either managers or not, either shareholders or not.

The Sole Manager or the Board of Managers may decide to pay interim dividends to the shareholders on the basis of a statement of accounts showing that sufficient profits are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realized profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established according to the Law or these Articles.

Art. 11. The Sole Manager or the Board of Managers may delegate the daily management of the Company to one or several manager(s) or agent(s) and shall determine the manager's or agent's responsibilities and remuneration (if any), the duration of representation and any other relevant conditions of this agency.

Art. 12. The Board of Managers may elect a chairman from among its members. If the chairman is unable to be present, his place shall be taken by election among the managers present at the meeting.

The Board of Managers may elect a secretary who need not be a manager or a shareholder of the Company.

The Board of Managers shall meet as often as the Company's interest so requires. The meetings of the Board of Managers are convened by the chairman, the secretary or by any manager at the place indicated in the convening notice.

Written notice of any meeting of the Board of Managers shall be given to all the managers, whether in original, by facsimile or by electronic mail (e-mail), at least twenty-four (24) hours in advance of the date and time set for such meeting, except in case of emergency.

No such convening notice is required if all members of the Board of Managers are present or represented at the meeting and if they state to have been duly informed on the agenda of the meeting. The notice may also be waived by consent in writing, whether in original, by facsimile or by electronic mail (e-mail), of each member of the Board of Managers. Separate notice shall not be required for meetings held at times and places prescribed in a schedule previously adopted by a resolution of the Board of Managers.

A manager of any category may be represented at the Board of Managers by another manager of any category, and a manager of any category may represent several managers of any category.

The Board of Managers may only validly debate and take decisions if a majority of its members are present or represented by proxies, and with at least the presence or representation of one Category A Manager and one Category B Manager. Any decisions taken by the Board of Managers shall require a simple majority of the members of the Board of Managers, including at least the favourable vote of one Category A Manager and one Category B Manager.

Any manager may participate in a meeting by way of telephone or video conference call or by any other similar means of communication enabling the persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. The decisions taken at such meeting may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by all the members having participated.

Resolutions in writing, approved and signed by all the managers, shall have the same effect as resolutions passed at a Board of Managers' meeting which was duly convened and held. Such resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and signed by all the managers.

Art. 13. The manager(s) assume(s), by reason of her/his/their position, no personal liability in relation to any commitment validly made by her/him/them in the name of the Company.

Art. 14. The sole shareholder assumes all powers conferred to the general shareholders' meeting.

In case of plurality of shareholders, each shareholder may take part in collective decisions irrespectively of the number of shares owned. Each shareholder has voting rights commensurate with her/his shareholding. Collective decisions are only validly taken insofar as they are adopted by shareholders owning more than half of the share capital.

However, resolutions to alter the Articles and other specific decisions as defined by the Law may only be adopted by the majority of the shareholders owning at least three quarters of the Company's share capital, in accordance with the provisions of the Law.

Art. 15. The Company's accounting year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of the same year.

Art. 16. At the end of each accounting year, the Company's accounts are established and the Sole Manager or the Board of Managers prepares an inventory including an indication of the value of the Company's assets and liabilities.

Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

Art. 17. The credit balance of the profit and loss account, after deduction of the expenses, costs, amortization, charges and provisions represents the net profit of the Company.

Every year, five percent (5%) of the net profit shall be allocated to the legal reserve.

This allocation ceases to be compulsory when the legal reserve amounts to ten percent (10%) of the issued share capital but shall be resumed until the reserve fund is entirely reconstituted if, at any time and for any reason whatsoever, the ten percent (10%) threshold is no longer met.

The balance of the net profit may be distributed to the sole shareholder or to the shareholders in proportion to their shareholding in the Company.

Art. 18. The Company may be dissolved by a resolution of the extraordinary general meeting of shareholders. The liquidation shall be carried out by one or several liquidators, shareholders or not, appointed by the shareholder(s) who shall determine their powers and remuneration.

At the time of the liquidation of the Company, any distributions to the shareholders shall be made in accordance with the last paragraph of Article 17.

Art. 19. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in the Articles.

Transitory provision

The first accounting year shall begin on the date of the formation of the Company and shall end on December 31, 2016.

Subscription - Payment

The articles of association having thus been established, all the shares have been subscribed by Forum Holdings B.V., prenamed, and fully paid up at nominal value by contribution in cash.

The amount of twelve thousand five hundred Euros (EUR 12.500,00) has been fully paid up in cash and is now available to the Company.

Costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the above resolutions are estimated at 1,500.- euro.

Resolutions of the sole shareholder

The sole shareholder has taken the following resolutions:

The following persons are appointed as managers of the Company for an unlimited period of time:

Category A managers:

- Mr. Mark Pearson, born on September 26, 1961 in Houston, United States of America, residing at 9A Langland Gardens, London NW3 6QD, the United-Kingdom; and

- Mr. William Oliver, born on November 22, 1979 in London, United-Kingdom, with address at Pax Cottage, High Street, Abingdon Pigotts SG8 OSD, Cambridgeshire, the United-Kingdom;

Category B managers:

- Mr. Richard Brekelmans, born on September 12, 1960, in Amsterdam, the Netherlands, with professional address at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg;

- Mr. François-Xavier Goossens, born on May 8, 1976, in Brussels, Belgium, with professional address at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg; and

- Mr. Michael Verhulst, born on August 25, 1969, in Almelo, the Netherlands, with professional address at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office of the Company is fixed at 6, rue Eugene Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duchy of Luxembourg.

Declaration

The undersigned notary, who understands and speaks English, states herewith that on request of the proxy holder of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version. On request of the appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

WHEREOF, the present deed was drawn up in Pétange, on the date first written above.

The document having been read to the proxy holder of the appearing person, who is known to the notary by her full name, civil status and residence, she signed together with Us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize le treize avril.

Par-devant Nous, Maître Jacques Kessler, notaire de résidence à Pétange, Grand-Duché de Luxembourg.

A COMPARU:

Forum Holdings B.V., une société à responsabilité limitée (Besloten vennootschap) établie et existant selon les lois des Pays-Bas, ayant son siège social au Prins Bernhardplein, 200 109 7JB Amsterdam, Pays-Bas, et immatriculée auprès du Registre de Commerce des Pays-Bas sous le numéro KVK 58527087,

ici représenté par Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, notary clerk, ayant son adresse professionnelle au 13, route de Luxembourg, L-4761 Pétange, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée en avril 2016. Laquelle procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire du comparant et le notaire instrumentaire, demeurera annexée aux présentes pour être enregistrée avec elles.

Le comparant, représenté par son mandataire, a requis le notaire instrumentaire de dresser acte d'une société à responsabilité limitée dont il a arrêté les statuts comme suit:

Art. 1^{er}. Il existe une société à responsabilité limitée sous la dénomination Forum Global Finance GP S.à r.l. (ci-après, la Société), régie par les lois relatives à une telle entité et en particulier la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la Loi), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les Statuts).

Art. 2. La Société peut réaliser toutes opérations se rapportant directement ou indirectement à la prise de participations sous quelque forme que ce soit, dans toute entreprise, ainsi que l'administration, la gestion, le contrôle et le développement de ces participations, au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger.

La Société peut notamment employer ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et droits de propriété intellectuelle de toute origine, et participer à la création, au développement et au contrôle de toute entreprise. Elle peut également acquérir par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, tous titres et droits de propriété intellectuelle, les faire mettre en valeur et les réaliser par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement.

La Société peut accorder tout concours (par voie de prêts, avances, garanties, sûretés ou autres) aux sociétés ou entités dans lesquelles elle détient une participation ou qui font partie du groupe de sociétés auquel appartient la Société (notamment par exemple, ses associés ou entités liées).

En général, la Société peut également réaliser toute opération financière, commerciale, industrielle, mobilière ou immobilière, prendre toutes mesures pour sauvegarder ses droits et réaliser toutes opérations, qui se rattachent directement ou indirectement à son objet ou qui favorisent son développement.

La Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit sauf par voie d'offre publique. Elle peut procéder, uniquement par voie de placement privé, à l'émission de parts sociales et obligations et d'autres titres représentatifs d'emprunts, convertibles ou non, et/ou de créances. Elle peut également consentir des garanties ou des sûretés au profit de tierces personnes afin de garantir ses obligations ou les obligations de ses filiales, sociétés affiliées ou de toute autre société. La Société peut en outre nantir, céder, grever de charges ou créer, de toute autre manière, des sûretés portant sur tout ou partie de ses avoirs.

Art. 3. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi dans la Ville de Luxembourg.

Il peut être transféré à toute autre adresse à l'intérieur de la même commune ou dans une autre commune par décision du Gérant Unique (tel que défini ci-après) ou du Conseil de Gérance (tel que défini ci-après), respectivement par une résolution de l'assemblée générale des associés, suivant les dispositions en vigueur de la Loi.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Art. 5. Le capital social souscrit de la Société s'élève à douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) représenté par douze mille cinq cents (12.500) parts sociales d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1,00) chacune.

La Société peut racheter ses propres parts sociales dans les limites prévues par la Loi et les Statuts.

Le capital social peut être modifié à tout moment par une décision de l'associé unique ou par une décision de l'assemblée générale des associés.

Art. 6. Envers la Société, les parts sociales sont indivisibles, de sorte qu'un seul propriétaire par part sociale est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société. En cas de pluralité de propriétaires d'une part sociale, la Société peut suspendre les droits attachés à cette part jusqu'à ce qu'un seul propriétaire soit désigné.

Art. 7. Dans l'hypothèse où il n'y a qu'un seul associé, les parts sociales détenues par celui-ci sont librement transmissibles.

Dans l'hypothèse où il y a plusieurs associés, les parts sociales détenues par chacun d'entre eux ne sont transmissibles que conformément à l'article 189 de la Loi.

Art. 8. La Société n'est pas dissoute par suite du décès, de la suspension des droits civils, de l'insolvabilité ou de la faillite de l'associé unique ou d'un des associés.

Art. 9. La Société est gérée par un conseil de gérance (ci-après, le Conseil de Gérance), composé d'au moins trois (3) gérants divisés en deux (2) catégories, nommés respectivement "Gérants de Catégorie A" et "Gérants de Catégorie B". La Société peut être administrée par un gérant unique (le Gérant Unique) qui assume alors tous les droits, devoirs et obligations du Conseil de Gérance.

Le(s) gérant(s) ne doit(vent) pas obligatoirement être associé(s). Le(s) gérant(s) peut(vent) être révoqué(s) à tout moment, avec ou sans motif, par une décision de l'associé unique ou des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Art. 10. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance est investi des pouvoirs les plus étendus pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social de la Société, à l'exception de ceux que la Loi ou les Statuts réservent à l'assemblée générale des associés.

Envers les tiers, la Société est valablement engagée par les signatures conjointes d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance a le droit de déléguer certains pouvoirs déterminés à un ou plusieurs mandataires, gérants ou non, associés ou non.

Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance duquel il ressort que des bénéfices suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal, augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu de la Loi ou des Statuts.

Art. 11. Le Gérant Unique ou le Conseil de Gérance peut déléguer la gestion journalière de la Société à un ou plusieurs gérant(s) ou mandataire(s) et déterminer les responsabilités et rémunérations, le cas échéant, des gérants ou mandataires, la durée de représentation et toute autre condition pertinente de ce mandat.

Art. 12. Le Conseil de Gérance peut élire un président parmi ses membres. Si le président ne peut être présent, un remplaçant est élu parmi les gérants présents à la réunion.

Le Conseil de Gérance peut élire un secrétaire, gérant ou non, associé ou non.

Le Conseil de Gérance se réunit aussi souvent que l'intérêt de la Société l'exige. Les réunions du Conseil de Gérance sont convoquées par le président, le secrétaire ou par tout gérant au lieu indiqué dans l'avis de convocation.

Il est donné à tous les gérants un avis écrit, soit en original, par télécopie ou courrier électronique, de toute réunion du Conseil de Gérance au moins vingt-quatre (24) heures avant la date et heure prévues pour la réunion, sauf en cas d'urgence.

La réunion peut être valablement tenue sans convocation préalable si tous les membres du Conseil de Gérance sont présents ou représentés lors de la réunion et déclarent avoir été dûment informés de la tenue de la réunion et de son ordre du jour. Il peut également être renoncé à la convocation par chaque membre du Conseil de Gérance, par écrit donné soit en original, soit par télécopie ou courrier électronique. Une convocation spéciale n'est pas requise pour toute réunion se tenant à une heure et à un endroit déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le Conseil de Gérance.

Tout gérant de toute catégorie peut être représenté au Conseil de Gérance par un autre gérant de toute catégorie, et un gérant de toute catégorie peut représenter plusieurs gérants de toute catégorie.

Le Conseil de Gérance ne peut valablement délibérer et prendre des décisions que si une majorité de ses membres est présente ou représentée par procurations, et avec au moins la présence ou la représentation d'un Gérant de Catégorie A et d'un Gérant de Catégorie B. Toute décision du Conseil de Gérance requiert la majorité simple des membres du Conseil de Gérance, y inclus le vote affirmatif d'au moins un Gérant de Catégorie A et un Gérant de Catégorie B.

Tout gérant peut participer aux réunions du conseil par conférence téléphonique ou par tout autre moyen similaire de communication permettant à tous les gérants participant à la réunion de se comprendre mutuellement. Une telle participation équivaut à une présence physique à la réunion. Les décisions prises à une telle réunion peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signé(s) par tous les participants.

Des résolutions écrites, approuvées et signées par tous les gérants, produisent effet au même titre que des résolutions prises à une réunion du Conseil de Gérance dûment convoquée et tenue. Ces résolutions peuvent être documentées dans un document unique ou dans plusieurs documents séparés ayant le même contenu, signés par chacun des membres du Conseil de Gérance.

Art. 13. Le(s) gérant(s) ne contracte(nt) à raison de sa/leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par lui/eux au nom de la Société.

Art. 14. L'associé unique exerce tous les pouvoirs attribués à l'assemblée générale des associés.

En cas de pluralité d'associés, chaque associé peut prendre part aux décisions collectives, quel que soit le nombre de parts qu'il détient. Chaque associé possède des droits de vote en rapport avec le nombre de parts détenues. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles sont adoptées par des associés détenant plus de la moitié du capital social.

Toutefois, les résolutions modifiant les Statuts ou autres résolutions spécifiques définies par la loi ne peuvent être adoptées que par une majorité d'associés détenant au moins les trois quarts du capital social, conformément aux prescriptions de la Loi.

Art. 15. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 16. Chaque année, à la fin de l'exercice social, les comptes de la Société sont établis et le Gérant Unique, ou le Conseil de Gérance, prépare un inventaire comprenant l'indication de la valeur des actifs et passifs de la Société.

Tout associé peut prendre connaissance desdits inventaire et bilan au siège social de la Société.

Art. 17. L'excédent favorable du compte de profits et pertes, après déduction des frais, charges, amortissements et provisions, constitue le bénéfice net de la Société.

Chaque année, cinq pour cent (5%) du bénéfice net sont affectés à la réserve légale.

Ces prélèvements cessent d'être obligatoires lorsque la réserve légale atteint dix pour cent (10%) du capital social, mais doivent être repris jusqu'à entière reconstitution, si à un moment donné et pour quelque cause que ce soit, le fonds de réserve se trouve entamé.

Le solde du bénéfice net peut être distribué à l'associé unique ou aux associés au prorata de leur participation dans la Société.

Art. 18. La Société peut être dissoute par décision de l'assemblée générale extraordinaire des associés. La liquidation est assurée par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par l'(es) associé(s) qui détermine(nt) leurs pouvoirs et rémunération.

Au moment de la liquidation de la Société, toute distribution aux associés se fait en application du dernier alinéa de l'Article 17.

Art. 19. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une disposition spécifique des Statuts, il est fait référence à la Loi.

Disposition transitoire

Le premier exercice social commence le jour de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2016.

Souscription - Libération

Les statuts de la Société ayant été ainsi arrêtés, toutes les parts sociales ont été souscrites par Forum Holdings B.V., précité, et intégralement libérées à valeur nominale par apport en numéraire.

Le montant de douze mille cinq cents Euros (EUR 12.500,00) a été intégralement libéré en numéraire et se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la Société et mis à sa charge à raison des présentes, sont évalués à la somme de 1.500,- euros.

Décisions de l'associé unique

L'associé unique a pris les résolutions suivantes:

Les personnes suivantes sont nommées gérants de la Société pour une durée indéterminée:

Gérants de catégorie A:

- M. Mark Pearson, né le 26 septembre 1961, au Texas, Etats-Unis d'Amérique, ayant son adresse professionnelle au 9A Langland Gardens, Londres, NW3 6QD, Royaume Uni; et

- M. William Oliver, né le 22 novembre 1979 à Londres, Royaume Uni, résidant au Pax Cottage, High Street, Abingdon Pigotts SG8 0SD Cambridgeshire, Royaume Uni;

Gérants de catégorie B:

- M. Richard Brekelmans, né le 12 septembre 1960 à Amsterdam, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

- M. François-Xavier Goossens, né le 8 mai 1976 à Bruxelles, Belgique, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg; et

- M. Michael Verhulst, né le 25 août 1969 à Almelo, Pays-Bas, ayant son adresse professionnelle au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

L'adresse du siège social de la Société est fixée au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Déclaration

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête du mandataire de la personne comparante, le présent acte est rédigé en anglais suivi d'une version française. A la requête de la personne comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Pétange, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Lecture faite et interprétation donnée au mandataire de la personne comparante, connu du notaire par son nom et prénom, état et demeure, il a signé avec Nous notaire, le présent acte.

Signé: Conde, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 15 avril 2016. Relation: EAC/2016/9065. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): M. Halsdorf.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2016115300/343.

(160088444) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

ECTT S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2240 Luxembourg, 29, rue de Notre-Dame.
R.C.S. Luxembourg B 206.319.

STATUTEN

Im Jahre zweitausendundsechszehn, am sechsten Mai.

Vor der unterzeichneten Notarin Martine SCHAEFFER, mit Amtssitz in Luxemburg, Grossherzogtum Luxemburg.

Ist erschienen:

ANKIN Rechtsanwaltgesellschaft mbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung, des deutschen Rechts, mit Gesellschaftssitz in Bonameser Straße 9a, D-60433 Frankfurt am Main, Deutschland, und eingetragen im Handelsregister des Amtsgericht Frankfurt am Main unter der Nummer HRB 98136,

hier vertreten von Dr. Thomas WEIMER, Rechtsanwalt, mit Amtssitz in Bonameser Straße 9a, D-60433 Frankfurt am Main, handelnd als deren einzelvertretungsberechtigter Geschäftsführer.

Dieser Komparent ersucht den unterzeichneten Notar, die Satzung einer von ihm zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden.

Art. 1. Unter der Bezeichnung "ECTT S.A." wird hiermit eine Aktiengesellschaft gegründet.

Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in der Gemeinde Luxemburg. Der Gesellschaftssitz kann durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrates an jeden anderen Ort der Gemeinde Luxemburg und durch Beschluss der ausserordentlichen Gesellschafterversammlung zu den Bedingungen, welche für die Abänderung der Satzungen erforderlich sind an jeden anderen Ort des Grossherzogtums Luxemburg verlegt werden.

Durch einfachen Beschluss des Verwaltungsrats können Niederlassungen, Zweigstellen, Agenturen und Büros sowohl im Großherzogtum Luxemburg als auch im Ausland errichtet werden.

Sollten außergewöhnliche Ereignisse politischer, wirtschaftlicher oder sozialer Art eintreten oder bevorstehen, welche geeignet wären, die normale Geschäftsabwicklung am Gesellschaftssitz oder den reibungslosen Verkehr zwischen diesem Sitz und dem Ausland zu beeinträchtigen, so kann der Gesellschaftssitz vorübergehend, bis zur endgültigen Wiederherstellung normaler Verhältnisse, ins Ausland verlegt werden; die Gesellschaft bleibt jedoch der luxemburgischen Gesetzgebung unterworfen.

Die Dauer der Gesellschaft ist unbegrenzt.

Art. 2. Zweck der Gesellschaft sind Kauf von und Handel mit Technologieunternehmen in Teilen oder im Ganzen sowie die Vermittlung von Beteiligungen an und Kooperationen mit solchen Unternehmen, ferner Kauf und Vermittlung von und Handel mit Technologien, Know How, Patenten und gewerblichen und industriellen Schutzrechten aller Art, ferner Planung, Koordination und Durchführung von Veranstaltungen mit vorgenannten Schwerpunkten, ferner die europäische Markterschließung für ausländische Unternehmen im Technologiesektor, jeweils einschließlich darauf bezogener Beratungsleistungen.

Die Gesellschaft hat auch zum Zweck, die Beteiligung unter irgendeiner Form an luxemburgischen und ausländischen Unternehmen, der Erwerb durch Ankauf, Unterzeichnung oder auf andere Art und Weise, sowie die Abtretung durch Verkauf, Tausch, oder auf andere Art und Weise von Aktien, Gutscheinen, Obligationen, Wertpapieren und allen anderen Arten von Wertpapieren sowie der Besitz, die Verwaltung, Förderung und Verwertung ihrer Beteiligungen.

Die Gesellschaft kann an der Gründung und Entwicklung aller industrieller oder kommerzieller Unternehmen teilnehmen und ihnen Unterstützung durch Darlehen, Garantien oder auf andere Art und Weise zukommen lassen.

Die Gesellschaft kann jede andere Tätigkeit welche mit dem Gesellschaftszweck direkt oder indirekt in Verbindung steht oder welche diesen fördern kann im In- und Ausland, ausüben.

Die Gesellschaft kann alle Rechtshandlungen vornehmen, welche dem vorstehenden Gesellschaftszweck unmittelbar oder mittelbar zu dienen geeignet sind.

Art. 3. Das Gesellschaftskapital beträgt einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), und ist eingeteilt in eintausend (1.000) Aktien zu je einunddreißig Euro (31.- EUR).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre, mit Ausnahme der Aktien, für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Alle ausgegebenen Inhaberaktien müssen bei einem Verwahrer hinterlegt werden welcher durch einen Beschluss des Verwaltungsrats bestellt wird.

Der Verwaltungsrat informiert die Gesellschafter über diese Bestellung und über jedwede Änderung betreffend den Verwahrer innerhalb 15 (fünfzehn) Werktagen.

Beschlüsse über die Ernennung oder die Kenntnisnahme von Änderungen betreffend den Verwahrer müssen, gemäß Artikel 11 bis (1§, 3) des Gesetzes vom 10. August 1915 über handelsrechtliche Gesellschaften, registriert und veröffentlicht werden

Ein Inhaberaktienregister wird vom Verwahrer gehalten.

Dieses Register weist die Identität eines jeden Gesellschafters, die Anzahl oder Einheiten von Inhaberaktien welche von diesen gehalten wird, den Zeitpunkt der Verwahrung, sowie Übertragungen, Einziehung oder Umtausch von Inhaberaktien, auf.

Der Anteilsbesitz der Inhaberaktien wird gemäß Eintragung im Inhaberaktienregister geltend gemacht.

Nach schriftlicher Aufforderung des Eigentümers von Inhaberaktien, wird diesem innerhalb 8 (acht) Kalendertage eine Bescheinigung ausgestellt welche die Eintragungen seiner Inhaberaktien zusammenfasst.

Übertragungen von Inhaberaktien inter vivos werden gegenüber Dritten und Gesellschaft wirksam durch die Eintragung dieser Übertragung im Inhaberaktienregister durch den Verwahrer, auf Basis und durch Erhalt eines jeden Dokuments welches deren Eigentumsübertragung zwischen Übertragendem und Empfänger nachweist.

Die Anzeige einer Übertragung von Todes wegen beim Verwahrer ist gültig, wenn kein Widerspruch vorhanden ist, durch die Hinterlegung eines Todesscheins welcher durch den zuständigen Richter oder Notar ausgestellt wurde.

Rechte von ausgegebenen Inhaberaktien welche weder verwahrt noch ordnungsgemäß registriert sind, gelten als ausgesetzt.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 4. Die Gesellschaft wird durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen.

Hat die Gesellschaft nur einen Aktionär kann der Verwaltungsrat, in Übereinstimmung mit dem Gesetz vom 25. August 2006, aus nur einem Mitglied bestehen, welcher nicht Aktionär zu sein braucht.

Ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig; sie können jederzeit abberufen werden.

Scheidet ein durch die Generalversammlung der Aktionäre ernanntes Verwaltungsratsmitglied vor Ablauf seiner Amtszeit aus, so können die auf gleiche Art ernannten verbleibenden Mitglieder des Verwaltungsrates einen vorläufigen Nachfolger bestellen. Die nächstfolgende Hauptversammlung nimmt die endgültige Wahl vor.

Art. 5. Der Verwaltungsrat hat die weitestgehenden Befugnisse, alle Handlungen vorzunehmen, welche zur Verwirklichung des Gesellschaftszweckes notwendig sind oder diesen fördern. Alles, was nicht durch das Gesetz oder die gegenwärtige Satzung der Hauptversammlung vorbehalten ist, fällt in den Zuständigkeitsbereich des Verwaltungsrates.

Der Verwaltungsrat kann aus seiner Mitte einen Delegierten bestellen; in dessen Abwesenheit kann der Vorsitz einem anwesenden Verwaltungsratsmitglied übertragen werden.

Der Delegierte des Verwaltungsrates wird zum ersten Mal durch die erste Hauptversammlung ernannt.

Der Verwaltungsrat ist nur beschlussfähig, wenn die Mehrzahl seiner Mitglieder anwesend oder vertreten ist. Die Vertretung durch ein entsprechend bevollmächtigtes Verwaltungsratsmitglied, die schriftlich, telegraphisch oder fernschriftlich erfolgen kann, ist gestattet. In Dringlichkeitsfällen kann die Abstimmung auch durch einfachen Brief, Telegramm, Fernschreiben oder Fernkopierer erfolgen.

Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden mit Stimmenmehrheit gefasst; jeder einzelne der nachfolgend aufgeführten Verwaltungsratsmitglieder hat ein Vetorecht.

Vetorecht bedeutet, dass gegen die Stimme der o.g. Verwaltungsratsmitglieder keine Beschlussfassung möglich ist.

Der Verwaltungsrat kann seine Befugnisse hinsichtlich der laufenden Geschäftsführung sowie die diesbezügliche Vertretung der Gesellschaft an einen oder mehrere Verwaltungsratsmitglieder, Direktoren, Geschäftsführer oder andere Bevollmächtigte übertragen; dieselben brauchen nicht Aktionäre zu sein.

Die Übertragung der laufenden Geschäftsführung an einzelne Mitglieder des Verwaltungsrates bedarf der vorherigen Genehmigung der Hauptversammlung.

Die Gesellschaft wird gegenüber Dritten durch (1) Einzelunterschrift ihres alleinigen Verwaltungsratsmitgliedes, im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch (2) die Kollektivunterschrift von zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch (3) die Einzelunterschrift des Delegierten des Verwaltungsrats oder eines Bevollmächtigten des Verwaltungsrates rechtsgültig verpflichtet.

Art. 6. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen; ihre Amtszeit darf sechs Jahre nicht überschreiten; die Wiederwahl ist zulässig, sie können beliebig abberufen werden.

Art. 7. Das Geschäftsjahr läuft vom ersten Januar bis zum einunddreissigsten Dezember eines jeden Jahres.

Art. 8. Die jährliche Hauptversammlung findet rechtens statt am 15. des Monats Mai, um 11.00 Uhr, am Gesellschaftssitz oder an einem andern, in der Einberufung angegebenen Ort.

Sofern dieser Tag ein Feiertag ist, findet die Hauptversammlung am ersten darauffolgenden Werktag statt.

Art. 9. Die Einberufungen zu jeder Hauptversammlung unterliegen den gesetzlichen Bestimmungen. Von dieser Anforderung kann abgesehen werden, wenn sämtliche Aktionäre anwesend oder vertreten sind und sofern sie erklären, den Inhalt der Tagesordnung im voraus gekannt zu haben.

Der Verwaltungsrat kann verfügen, dass die Aktionäre, um zur Hauptversammlung zugelassen zu werden, ihre Aktien fünf volle Tage vor dem für die Versammlung festgesetzten Datum hinterlegen müssen; jeder Aktionär kann sein Stimmrecht selbst oder durch einen Vertreter, der nicht Aktionär zu sein braucht, ausüben.

Jede Aktie gibt Anrecht auf eine Stimme, sofern das Gesetz nichts anderes vorsieht.

Art. 10. Die Hauptversammlung der Aktionäre hat die weitestgehenden Befugnisse, über sämtliche Angelegenheiten der Gesellschaft zu befinden und alle diesbezüglichen Beschlüsse zu billigen.

Sie befindet über die Verwendung und Verteilung des Reingewinnes.

Der Verwaltungsrat ist ermächtigt, gemäß den gesetzlichen Bestimmungen, Vorschussdividende ausbezahlen.

Art. 11. Die Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften einschließlich der Änderungssetze, finden ihre Anwendung überall dort, wo die vorliegende Satzung keine Abweichung beinhaltet.

Übergangsbestimmungen

1. Das erste Geschäftsjahr beginnt am Tage der Gründung und endet am 31. Dezember 2016.
2. Die erste jährliche Hauptversammlung findet im Jahre 2017 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt der Erschienene, ANKIN Rechtsanwaltsgesellschaft mbH, vorgenannt, alle eintausend (1.000) Aktien für einen Betrag von einunddreißig Euro (31.- EUR) zu zeichnen und einzuzahlen.

Die eintausend (1.000) Aktien wurden zu hundert Prozent (100 %) in bar eingezahlt; demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über einen Betrag von einunddreißigtausend Euro (31.000.- EUR), wie dies dem Notar nachgewiesen wurde.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt, dass die in Artikel 26 des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften vorgesehenen Bedingungen erfüllt sind, und bescheinigt dies ausdrücklich.

Schätzung der Gründungskosten

Der Gesamtbetrag der Kosten, Ausgaben, Vergütungen und Auslagen, unter welcher Form auch immer, welche der Gesellschaft aus Anlass ihrer Gründung entstehen, beläuft sich auf ungefähr eintausendfünfhundert Euro (1.500.- EUR).

Ausserordentliche generalversammlung

Unverzüglich nach der Gründung der Gesellschaft fasste, die oben genannten Person, welche das gesamte gezeichnete Kapital vertreten und die Befugnisse einer Generalversammlung ausüben, die folgenden Beschlüsse:

- 1) Die Zahl der Mitglieder des Verwaltungsrates wird auf eins (1), die der Abschlusskommissare auf eins (1) festgesetzt.
- 2) Zum Mitglied des Verwaltungsrates werden ernannt:
 - Dr. Henrich GUNTERMANN, geboren am 22. Dezember 1969 in Kirchen, Deutschland, wohnhaft in Walther-Dobbelmann-Straße 61, 52223 Stolberg, Deutschland.
- 3) Zum Kommissar wird ernannt:
 - Die Succursale luxembourgeoise de ANKIN CONSULTING GROUP LIMITED, Luxemburg Branch, eine Zweigniederlassung luxemburgischen Rechts mit Sitz in 29, Rue de Notre-Dame, L-2240 Luxembourg, eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B 204950.
- 4) Die Mandate der Verwaltungsratsmitglieder, und des Kommissars enden mit Schluss der ordentlichen Hauptversammlung, welche über das Geschäftsjahr 2020 zu beschliessen haben wird, das heisst mit Schluss der ordentlichen Hauptversammlung des Jahres 2021.
- 5) Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in 29, Rue de Notre-Dame, L-2240 Luxembourg.

Warnung

Der unterzeichnete Notar hat den Komparenten darüber informiert und darauf aufmerksam gemacht, dass die Gesellschaft, vor der Aufnahme jeglicher gewerblicher Tätigkeit, im Besitz einer ordnungsgemäßen Gewerbebewilligung welche im direktem Zusammenhang mit dem Gesellschaftszweck steht, sein muss, was der Komparent hiermit ausdrücklich anerkennt.

Worüber Urkunde, aufgenommen in Luxemburg, Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung und Erklärung von allem Vorstehenden an die dem Notar nach Namen, Vornamen, Stand und Wohnort bekannten Komparenten, haben dieselben die gegenwärtige Urkunde mit dem Notar unterschrieben.

Signé: G. Saggi et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 13 mai 2016. 2LAC/2016/10184. Reçu soixante-quinze euros EUR 75,-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME délivrée à la demande de la prédite société, sur papier libre, aux fins de publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

Référence de publication: 2016115273/168.

(160089719) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

EPS Participations S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 7.002.940.297,04.

Siège social: L-1940 Luxembourg, 488, route de Longwy.

R.C.S. Luxembourg B 182.249.

L'an deux mille seize, le vingtième jour du mois de mai.

Par devant Maître Cosita Delvaux, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu

Eugénie Patri Sébastien (en abrégé EPS), une société anonyme ayant son siège social au 488, route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B94049 (l'«Associé Unique»),

représentée par Monsieur David Maréchal, demeurant professionnellement au 5, rue Guillaume Kroll, L-1882 Luxembourg, en vertu d'une procuration datée du 17 mai 2016 (laquelle restera annexée au présent acte afin d'être enregistrée avec celui-ci),

étant l'associé unique d'EPS Participations S.à r.l. (la «Société»), une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 7.002.940.297,04, ayant son siège social au 488, Route de Longwy, L-1940 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, constituée suivant acte reçu de Maître Henri Hellinckx, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 21 novembre 2013, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») numéro 81 du 9 janvier 2014 et inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg sous le numéro B182249. Les statuts de la Société ont été modifiés pour la dernière fois par acte de Maître Cosita Delvaux, précitée, le 2 juillet 2015, publiés au Mémorial sous le numéro 2409 en date du 7 septembre 2015.

L'Associé Unique a déclaré et requis le notaire d'acter ce qui suit:

1. L'Associé Unique détient l'ensemble des quatre cent soixante et un millions sept cent quatre-vingt-quatorze mille huit cent soixante-quatorze (461.794.874) parts sociales de la Société représentées par cent dix millions cinq cent douze mille quatre cent soixante-douze (110.512.472) parts sociales de classe A, cent dix millions cinq cent douze mille quatre cent soixante-douze (110.512.472) parts sociales de classe B, cent dix millions cinq cent douze mille quatre cent soixante-douze (130.257.458) parts sociales de classe D et peut donc valablement prendre des décisions sur tous les points de l'ordre du jour.

2. Le point sur lequel une résolution doit être passée est le suivant:

Ordre du jour

A. Modification de l'article 2 (Objet) des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 2. Objet.** La Société a pour objet la détention de participations, directement ou indirectement, (i) dans la société anonyme de droit belge AB InBev NV/SA («AB InBev»), ou (ii) dans toute société qui serait le successeur d'AB InBev en cas d'opération de fusion, d'absorption ou autrement, ainsi que (iii) dans l'associé unique de la Société (l'«Associé Unique»), et ce par voie d'acquisition, de souscription, de réalisation de sûretés ou de toute autre manière, de titres émis par AB InBev (ou par toute société qui serait le successeur d'AB InBev) ou de certificats émis par l'administratiekantoor («stichting») de droit néerlandais, la Stichting AB InBev («Stichting AB InBev»), ou par une entité juridique détenant des titres émis par AB InBev (ou par toute société qui serait le successeur d'AB InBev) ou des certificats de la Stichting AB InBev ou de titres émis par l'Associé Unique, ainsi que la gestion et l'aliénation, par vente, échange ou de toute autre manière, desdites participations et la participation à la direction et à la gestion des entités juridiques détenant une participation dans la société AB InBev (ou toute société qui en serait le successeur), directement ou indirectement, étant entendu cependant que la Société ne pourra pas constituer de filiale ni acquérir d'autres participations que celles précitées.

La Société peut également octroyer des sûretés sur ses actifs aux fins de garantie des obligations des actionnaires directs de l'Associé Unique et prendre toute mesure qu'elle estime utile ou nécessaire à cet effet.

Pour réaliser l'objet social précité, la Société peut emprunter sous quelque forme que ce soit et procéder par voie de placement privé à l'émission d'obligations et de certificats de créance.

D'une manière générale, dans le but de réaliser ou de développer son objet social, elle peut prêter assistance à son Associé Unique, prendre des mesures de contrôle et de surveillance et effectuer toute opération qu'elle pourrait juger utile à l'accomplissement et au développement de son objet, en particulier, mais sans limitation, en octroyant des sûretés sur ses actifs aux fins de garantie des obligations de l'Associé Unique. Enfin, la Société peut effectuer toute opération commerciale, technique, financière ou autre, liée directement ou indirectement, dans tous les domaines, afin de faciliter la réalisation de son objet.»

B. Modification de l'article 7.5 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« 7.5. Par dérogation à l'article 7.4, les décisions suivantes ne pourront être prises qu'à la majorité des neuf dixièmes (9/10) de tous les membres du conseil de gérance:

- toute décision relative à un endettement d'un montant supérieur à un million d'euros, y compris tout endettement sous forme d'emprunt obligataire,

- toute décision relative aux modalités de remboursement d'un endettement d'un montant supérieur à un million d'euros, y compris tout endettement sous forme d'emprunt obligataire.

- toute décision relative à l'octroi de sûretés sur les actions émises par AB InBev (ou par toute société qui serait le successeur d'AB InBev en cas de fusion, d'absorption ou autrement) certifiées par la Stichting AB InBev et/ou sur des certificats émis par la Stichting AB InBev aux fins de garantir des obligations d'actionnaires directs de l'Associé Unique en application du modèle de convention cadre qui aura été adopté par le conseil de gérance conformément au cinquième tiret ci-dessous.

- toute décision relative à l'octroi par la Société de sûretés sur les actifs de la Société aux fins de garantir des obligations de l'Associé Unique en application du modèle de convention cadre qui aura été adopté par le conseil de gérance conformément au cinquième tiret ci-dessous.

- toute décision par laquelle le conseil de gérance fixe, dans des modèles de convention qui ne pourront être modifiés en substance que par lui à la même majorité, le cadre dans lequel la Société octroie des sûretés sur ses actifs aux fins de garantir des obligations de l'Associé Unique ou des obligations d'actionnaires directs de l'Associé Unique, étant entendu que le modèle de convention cadre applicable à l'octroi de sûretés sur des actions certifiées par la Stichting AB InBev ou sur des certificats émis par ladite Stichting pourrait contenir des conditions différentes, voire plus contraignantes, que celui applicable à l'octroi de sûretés sur des actions non certifiées.»

C. Modification de l'article 7.6 des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« 7.6. Par dérogation à l'article 7.4:

- toute décision relative à l'octroi de sûretés sur les actions émises par AB InBev (ou par toute société qui serait le successeur d'AB InBev en cas de fusion, d'absorption ou autrement) non-certifiées par la Stichting AB InBev aux fins de garantir des obligations d'actionnaires directs de l'Associé Unique en application du modèle de convention cadre qui aura été adopté par le conseil de gérance conformément au cinquième tiret de l'article 7.5, et

- toute modification non substantielle audit modèle de convention cadre, pourra être prise par le conseil de gérance statuant à la majorité des sept dixièmes (7/10) de tous ses membres ou par application d'une délégation générale de pouvoirs relative à l'octroi de telles sûretés qui leur serait consentie par le conseil de gérance à cette même majorité, par trois (3) gérants agissant ensemble, qui devront être (a) soit un (1) Gérant A, un (1) Gérant B et un (1) Gérant C, (b) soit deux (2) gérants de deux classes différentes et le président du conseil de gérance.

La conclusion des contrats spécifiques relatifs à chaque opération visée au premier tiret du présent alinéa 1 de l'article 7.6 sera soumise à la signature conjointe de trois (3) gérants, aux conditions susvisées sous (a) ou (b) ci-dessus.

Par dérogation à l'article 7.4, les décisions concernant la mise en oeuvre et l'exercice des droits de la Société dans le cadre de sûretés octroyées sur des actifs de la Société aux fins de garantir des obligations de l'Associé Unique ou des obligations d'actionnaires directs de l'Associé Unique adoptées soit conformément à l'article 7.5, soit conformément au premier tiret de l'alinéa premier du présent article 7.6, et dans le cadre des contrats y relatifs seront prises à la majorité simple des membres du conseil de gérance.»

D. Modification de l'article 8 (Pouvoirs de gestion, signatures autorisées) des statuts de la Société afin qu'il ait la teneur suivante:

« **Art. 8. Pouvoirs de gestion, signatures autorisées.** Le conseil de gérance est doté des pouvoirs les plus étendus pour gérer les affaires de la Société et pour autoriser et/ou exécuter tous les actes de disposition et d'administration relevant de l'objet de la Société. Tous les pouvoirs qui ne sont pas expressément réservés par la loi ou par les statuts à l'Associé Unique relèveront de la compétence du conseil de gérance. À l'égard des tiers, le conseil de gérance dispose des pouvoirs les plus étendus pour agir en toutes circonstances pour le compte de la Société ainsi que pour effectuer, autoriser et approuver tous les actes et toutes les opérations qui se rapportent à la Société et ne sont pas réservés par la loi ou les statuts à l'Associé Unique et conformément aux dispositions des présents statuts.

La Société ne sera engagée que par les signatures conjointes d'un Gérant A, d'un Gérant B et d'un Gérant C, sauf dans les cas prévus à l'article 7.6 ci-avant. Dans tous les cas, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle de toute(s) personne(s) (représentant(s) ad hoc) à qui de tels pouvoirs de signature auront été délégués par le conseil de gérance ou par un Gérant A, un Gérant B et un Gérant C agissant ensemble.

Le conseil de gérance déterminera les missions et la rémunération (le cas échéant) de ce représentant et la durée de la période de représentation.»

Après avoir considéré ce qui précède, l'Associé Unique a pris la décision suivante:

Résolution unique

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 2 (Objet) des statuts de la Société tel que prévu dans l'ordre du jour.

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 7.5 des statuts de la Société tel que prévu dans l'ordre du jour.

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 7.6 des statuts de la Société tel que prévu dans l'ordre du jour.

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 8 (Pouvoirs de gestion, signatures autorisées) des statuts de la Société tel que prévu dans l'ordre du jour.

Dépenses

Les coûts, frais, rémunérations ou charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société en raison du présent acte sont estimés à EUR 1.700,-.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite du présent procès-verbal, la partie comparante a signé ensemble avec le notaire le présent acte.

Signé: D. MARECHAL, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/16501. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg et aux fins de publication au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 25 mai 2016.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2016115278/129.

(160089114) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Otto Finance Luxembourg A.G., Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 83.846.

Im Jahre zweitausendundsechszehn, den dreiundzwanzigsten Mai. Vor der unterzeichnenden Notarin, Maître Martine SCHAEFFER, Notarin mit Amtswohnsitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Die Gesellschaft Otto Finance Beteiligungs-Verwaltungsgesellschaft mbH, eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung deutschen Rechts mit Sitz in Werner-Otto-Straße 1-7, D-22179 Hamburg, eingetragen im Handelsregister des Amtsgerichts Hamburg unter Nummer HRB 79500,

hier vertreten durch Herrn Matthias SCHMIDT, Rechtsanwalt, beruflich ansässig in Luxemburg, aufgrund einer privatschriftlichen Vollmacht, rechtmäßig ausgestellt durch zwei ihrer Geschäftsführer Frau Petra Scharner-Wolff und den Prokuristen Martin Mildner, in Hamburg, am 12, Mai 2016.

Die vorgenannte Vollmacht bleibt, nachdem sie von dem Bevollmächtigten und der amtierenden Notarin "ne varietur" unterzeichnet wurde, der vorliegenden Urkunde zum Zweck der Registrierung beigelegt.

Die erschienene Partei, vertreten wie zuvor erläutert, bat die unterzeichnende Notarin, Nachfolgendes auszuführen:

Die erschienene Partei ist die Alleinaktionärin der Gesellschaft OTTO FINANCE LUXEMBOURG A.G., eine Aktiengesellschaft ("société anonyme"), gegründet nach den Gesetzen des Großherzogtums Luxemburgs, mit Gesellschaftssitz in 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxembourg unter Nummer B 83846 (die "Gesellschaft"). Die Gesellschaft wurde gegründet gemäß Urkunde aufgenommen durch Notar Léon Thomas, genannt Tom Metzler, mit damaligem Amtswohnsitz in Luxemburg-Bonneweg am 27. September 2001, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 227 vom 9. Februar 2002. Die Gesellschaftssatzung wurde mehrmals abgeändert und zuletzt durch Urkunde der unterzeichnenden Notarin vom 10. Dezember 2014, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 395 vom 13. Februar 2015.

Die Alleinaktionärin, vertreten wie vorbezeichnet, in ihrer Eigenschaft als Alleinaktionärin der Gesellschaft, ersucht die Notarin, folgende Beschlüsse festzustellen:

Erster Beschluss

Die Alleinaktionärin beschließt, den satzungsmäßigen Sitz der Gesellschaft derzeit gelegen in 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg mit Wirkung zum Datum vorliegender Urkunde nach 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern zu verlegen.

Zweiter Beschluss

Infolge des vorausgegangenen Beschlusses beschließt die Alleinaktionärin, den ersten Satz des Artikels 2 der Satzung der Gesellschaft abzuändern, welcher nunmehr folgenden Wortlaut hat:

“ **Art. 2.** Der Sitz der Gesellschaft ist in der Gemeinde Contern.“

Kosten

Die Aufwendungen, Kosten, Gebühren und Nebenkosten jeglicher Art, die der Gesellschaft durch die hier vorliegende Urkunde entstanden sind, werden auf ungefähr eintausenddreihundert Euro (EUR 1.300.-) geschätzt.

Erklärung

WORÜBER URKUNDE, aufgenommen zu Luxemburg, im Jahre Monat und am Tage wie eingangs erwähnt.

Nach Vorlesung, hat der Bevollmächtigte, handelnd wie vorerwähnt, zusammen mit der beurkundenden Notarin die vorliegende Urkunde unterschreiben.

Signé: M. Schmidt et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 24 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10803. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d’inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 mai 2016.

Référence de publication: 2016115617/51.

(160089320) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Erste Luxemburger Forderungsankaufgesellschaft AG, Société Anonyme.

Siège social: L-5326 Contern, 17, rue Edmond Reuter.

R.C.S. Luxembourg B 136.548.

In the year two thousand and sixteen, on the twenty-third of May.

Before the Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

is held

an extraordinary general meeting of the shareholders of the company Erste Luxemburger Forderungsankaufgesellschaft AG, a limited liability company, existing under the laws of Luxembourg, having its registered address at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 136548 (the "Company"), incorporated pursuant to a deed of notary Maître Joëlle BADEN, notary residing in Luxembourg, dated 30 January 2008, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 26 March 2008, number 727, which articles have been amended for the last time pursuant to a deed of notary Maître Joëlle BADEN dated 17 February 2011, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 8 June 2011, number 1239.

The extraordinary general meeting of the shareholders of the Company (the "Extraordinary General Meeting") is opened by Mr. Matthias SCHMIDT, lawyer, professionally residing in Luxembourg, acting as chairman of the Extraordinary General Meeting (the "Chairman").

The Chairman appoints Mr Gianpiero SADDI, private employee, professionally residing in L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, as secretary of the Extraordinary General Meeting (the "Secretary").

The Chairman and the Secretary elect Mr. Matthias SCHMIDT, prenamed, as scrutineer of the Extraordinary General Meeting (the "Scrutineer").

The Chairman, the Secretary and the Scrutineer compose the bureau of the Extraordinary General Meeting (the "Bureau").

Having thus been constituted, the Bureau draws up the attendance list of the Extraordinary General Meeting (the "Attendance List") which, having been signed "ne varietur" by the proxy holders of the Company's shareholders, the members of the Bureau and the undersigned notary, will remain attached to the present deed together with the proxy forms and will be filed together with the present deed and at the same time with the registration authorities.

The Chairman declares and requests the undersigned notary to state that:

I. The share capital of the Company is set out at EUR 31,000.- (thirtyone thousand Euro) represented by 3,100 (three thousand one hundred) shares with a par value of EUR 10.- (ten Euro) each.

II. It results (i) from the proxy forms attached to the present deed that all the shareholders of the Company have been informed of the agenda of the Extraordinary General Meeting and (ii) from the Attendance List that all the shareholders representing all of the 3,100 (three thousand one hundred) shares authorised to vote are validly represented at the Extraordinary General Meeting which can thus validly deliberate and decide upon the items of the agenda hereinafter reproduced.

III. The agenda of the Extraordinary General Meeting (the “Agenda”) is the following:

- 1) Decision to transfer the registered office of the Company from its current address at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg to 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, with effect as of the date of the present deed;
- 2) Subsequent amendment of the first sentence of article 2 of the articles of association of the Company;
- 3) Miscellaneous.

IV. The Extraordinary General Meeting having approved the statements of the Chairman and having been validly constituted, deliberated on all the items of the Agenda and passes the following resolutions:

First resolution

The Extraordinary General Meeting unanimously resolves to transfer the registered office of the Company from its current address at 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg to 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern with effect as of the date of the present deed.

Second resolution

As a consequence of the preceding resolution, the Extraordinary General Meeting unanimously resolves to amend the first sentence of article 2 of the articles of association of the Company which shall henceforth be worded as follows:

“ **Art. 2. Registered Office.** The registered office of the Company is established in the municipality of Contern.”

With no other outstanding items on the Agenda and further requests for discussion not forthcoming, the Chairman closes the Meeting.

Expenses

The expenses, costs, fees and outgoing of any kind whatsoever borne by the Company, in relation with the present deed, are evaluated at approximately one thousand three hundred Euro (EUR 1,300.-).

Declaration

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing parties, the present deed is worded in English followed by a French version. On request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French text, the English version shall prevail.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, at the date indicated at the beginning of this document.

After reading the present deed to the appearing parties, known to the notary by name, first name, civil status and residence, they signed together with US, the notary, the present original deed.

Suit la version française du texte qui précède:

L’an deux mille seize, le vingt-troisième jour du mois de mai.

Par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

se tient

une assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société Erste Luxemburger Forderungsankaufgesellschaft AG (la «Société»), une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social à 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B136548 (la «Société»), constituée suivant acte notarié reçu par Maître Joëlle BADEN en date du 30 janvier 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 727 en date du 26 mars 2008, lesquels statuts ont été modifiés par acte notarié reçu par Maître Joëlle BADEN en date du 17 février 2011, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 1239 en date du 8 juin 2011.

L’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société (l’«Assemblée Générale Extraordinaire») est ouverte par Monsieur Matthias SCHMIDT, Rechtsanwalt, demeurant professionnellement à Luxembourg, agissant en tant que président de cette assemblée (le «Président»).

Le Président nomme Monsieur Gianpiero SADDI, employé, demeurant professionnellement à L-1750 Luxembourg, 74, avenue Victor Hugo, en tant que secrétaire de l’Assemblée Générale Extraordinaire (le «Secrétaire»).

Le Président et le Secrétaire élisent Monsieur Matthias SCHMIDT, prénommé, en tant que scrutateur (le «Scrutateur»).

Le Président, le Secrétaire et le Scrutateur forment le bureau de l’Assemblée Générale Extraordinaire (le «Bureau»).

Etant ainsi formé, le Bureau dresse la liste de présence de l’Assemblée Générale Extraordinaire (la «Liste de Présence») qui, après avoir été signée «ne varietur» par les mandataires des actionnaires de la Société ainsi que par les membres du Bureau et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte, ensemble avec les procurations pour être soumises avec lui aux formalités de l’enregistrement.

Le Président déclare et requiert le notaire instrumentant d’acter que:

I. Le capital social de la Société est de EUR 31.000,- (trente et un mille Euro) représenté par 3.100 (trois milles cents) actions d’une valeur nominale de EUR 10,- (dix Euro) chacune.

II. Il résulte (i) des procurations annexées au présent acte que tous les actionnaires de la Société ont été informés de l'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire et (ii) de la Liste de Présence que tous les actionnaires représentant les 3.100 (trois mille cents) actions autorisées à voter sont dûment représentés à l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut en conséquence délibérer et décider valablement sur tous les points à l'ordre du jour repris ci-après.

III. L'ordre du jour de l'Assemblée Générale Extraordinaire («l'Ordre du Jour») est le suivant:

1) Décision de transférer le siège social de la société situé actuellement à 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg à son nouvelle adresse à 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet à la date du présent acte;

2) Modification de la première phrase de l'article 2 des statuts de la Société;

3) Divers.

IV. L'Assemblée Générale Extraordinaire ayant approuvé les déclarations du Président et étant dûment constituée, délibère alors sur tous les points à l'Ordre du Jour et pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Assemblée Générale Extraordinaire décide à l'unanimité de transférer le siège social de la société situé actuellement à 5, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg à son nouvelle adresse à 17, rue Edmond Reuter, L-5326 Contern, avec effet à la date du présent acte.

Deuxième résolution

Suite à la résolution qui précède, l'Assemblée Générale Extraordinaire décide à l'unanimité de modifier la première phrase de l'article 2 des statuts de la Société qui aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 2. Siège Social.** Le siège social de la Société est établi dans la commune de Contern.».

Aucun autre point de l'Ordre du Jour ni aucune autre question n'étant soumis à délibération, le Président clôture l'assemblée.

Frais

Les frais, coûts, rémunérations et charges de quelque nature que ce soit incombant à la Société en raison du présent acte sont estimés approximativement à mille trois cents euros (EUR 1.300.-).

Déclaration

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête des parties comparantes, le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. À la requête des mêmes parties comparantes, il a été spécifié qu'en cas de divergences entre le texte anglais et français, la version anglaise fera foi.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg à la date indiquée en tête des présentes.

Après lecture du présent acte faite aux parties comparantes, connues du notaire par nom, prénom, état civil et domicile, elles ont signé avec Nous, notaire, la présente minute.

Signé: M. Schmidt et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 24 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10805. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 25 mai 2016.

Référence de publication: 2016115257/128.

(160089321) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Nestor Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée,

(anc. Otavio S.à r.l.).

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-5365 Munsbach, 6, rue Gabriel Lippmann.

R.C.S. Luxembourg B 205.206.

In the year two thousand and sixteen, on the second day of May.

Before Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg),

There appeared:

AnaCap Financial Partners III, L.P., a limited partnership governed by the laws of Guernsey, having its registered office at Carinthia House, 9-12 The Grange, St Peter Port, Guernsey GY1 4BF, registered with the Guernsey Registry under company registration number 1951 (the "Sole Shareholder"),

represented by Mr Steven van Waas, lawyer, professionally residing in Luxembourg, pursuant to a power of attorney which, after having been initialled and signed "ne varietur" by the holder and the undersigned notary, will be appended to the present instrument for the purpose of registration.

The Sole Shareholder, represented as above stated, declares that it currently holds all the shares of Otavio S.à r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) incorporated under the laws of Luxembourg, pursuant to a notarial deed of Maître Marc Loesch, notary residing in Mondorf (Grand Duchy of Luxembourg), acting in replacement of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg (Grand Duchy of Luxembourg), of 30 March 2016, not yet published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, having its registered office at 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, having a share capital of EUR 12,500 and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 205206 (the "Company"). The Company's articles of association have not been amended since the incorporation of the Company.

The Sole Shareholder declared to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1. To change the name of the Company from Otavio S.à r.l. to Nestor Holdings S.à r.l.

2. To amend article 2 of the Company's articles of association, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of Nestor Holdings S.à r.l."

3. To transfer the registered office of the Company from its current location to 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with immediate effect.

4. To amend article 5 of the Company's articles of association, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Registered Office.** The registered office is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad."

5. Miscellaneous.

Thereupon, the Sole Shareholder has taken the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolved to change the name of the Company from Otavio S.à r.l. to Nestor Holdings S.à r.l.

Second resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 2 of the Company's articles of association, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 2. Name.** The Company will exist under the name of Nestor Holdings S.à r.l."

Third resolution

The Sole Shareholder resolved to transfer the registered office of the Company from its current location to 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg, with immediate effect.

Fourth resolution

The Sole Shareholder resolved to amend article 5 of the Company's articles of association, which shall forthwith read as follows:

" **Art. 5. Registered Office.** The registered office is established in Munsbach, Grand Duchy of Luxembourg.

The registered office may be transferred to any other place within the municipality by decision of the management.

The management may establish subsidiaries and branches where it deems useful, whether in the Grand Duchy of Luxembourg or abroad."

Estimate of costs

The expenses, costs, fees and charges of any kind whatsoever which will have to be borne by the Company as a result of the present deed are estimated at approximately one thousand euros (EUR 1,000-).

Declaration

The undersigned notary, who understands English, states that on request of the appearing party, the present deed is worded in English, followed by a French version, and in case of discrepancies between the English and the French text, the English version will prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of this deed.

The document having been read to the appearing party's proxy-holder known to the notary by name, first name, civil status and residence, the appearing party's proxy-holder signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède:

L'an deux mille seize, le deuxième jour du mois de mai.

Par devant Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg),

A comparu:

AnaCap Financial Partners III, L.P., une société en commandite régie par les lois de Guernesey, ayant son siège social à Carinthia House, 9-12 The Grange, Saint-Pierre-Port, Guernesey GY1 4BF, enregistrée auprès du Registre de Guernesey sous le numéro 1951 (l'«Associé Unique»),

représentée par Monsieur Steven VAN WAAS, avocat, ayant son adresse professionnelle à Luxembourg, en vertu d'une procuration, qui après avoir été paraphée et signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentant, sera annexée au présent acte aux fins de formalisation.

L'Associé Unique, représenté comme indiqué ci-dessus, déclare qu'il détient actuellement toutes les parts sociales de Otavio S.à r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Luxembourg, par un acte de Maître Marc LOESCH, notaire de résidence à Mondorf (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg (Grand-Duché de Luxembourg), du 30 mars 2016, pas encore publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, ayant son siège social à 40, Avenue Monterey, L-2163 Luxembourg, ayant un capital social de 12,500 EUR et enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 205206 (la «Société»). Les statuts de la Société n'ont pas été modifiés depuis la constitution de la Société.

L'Associé Unique a déclaré avoir été entièrement informé des résolutions devant être adoptées sur la base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Changer le nom de la Société de Otavio S.à r.l. en Nestor Holdings S.à r.l.

2. Modifier l'article 2 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2. Dénomination.** La Société prend la dénomination sociale de Nestor Holdings S.à r.l."

3. Transférer le siège social de la Société de sa localisation actuelle au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

4. Modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la municipalité en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile."

5. Divers.

Là-dessus, l'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique a décidé de changer le nom de la Société de Otavio S.à r.l. en Nestor Holdings S.à r.l.

Deuxième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 2 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 2. Dénomination.** La Société prend la dénomination sociale de Nestor Holdings S.à r.l."

Troisième résolution

L'Associé Unique a décidé de transférer le siège social de la Société de sa localisation actuelle au 6, rue Gabriel Lippmann, L-5365 Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg, avec effet immédiat.

Quatrième résolution

L'Associé Unique a décidé de modifier l'article 5 des statuts de la Société, qui aura dorénavant la teneur suivante:

" **Art. 5. Siège social.** Le siège social est établi à Munsbach, Grand-Duché de Luxembourg.

Il pourra être transféré en tout autre lieu de la municipalité en vertu d'une décision de la gérance.

La gérance pourra établir des filiales et des succursales au Grand-Duché de Luxembourg ou à l'étranger, où la gérance le jugera utile."

Estimation des coûts

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société en raison de cet acte sont estimés à environ mille euros (1.000,-EUR).

Déclaration

Le notaire instrumentant, qui comprend la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande du comparant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Lecture du présent acte faite au mandataire du comparant, connu du notaire instrumentant par son nom, prénom, état civil et demeure, ce mandataire a signé avec nous, notaire, le présent acte.

Signé: Van Waas, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 04 mai 2016. Relation: 1LAC/2016/14770. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Paul MOLLING.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

Référence de publication: 2016115608/127.

(160089448) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp, Société en Commandite spéciale.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 1, place d'Armes.

R.C.S. Luxembourg B 206.173.

Extrait de l'acte constitutif conformément à l'article 6 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée

Name of the Partnership	Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp
Form of the Partnership	Special Limited Partnership (société en commandite spéciale)
Registered office	1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg
Name of the shareholders with joint and several liability	Five Arrows Managers, a public limited liability company (société anonyme) governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register (R.C.S. Luxembourg) under number B 143.757.
Purpose of the Partnership	The corporate object of the Partnership is to carry on the business of an investor and, in particular, of identifying, negotiating, making, monitoring and realising investments and to carry out all connected functions and acts. The Partnership shall invest substantially all of its assets in Five Arrows Co-Investments II SCSp (the "Master Fund"). The Partnership shall not carry out any investment activities within the meaning of the law of 5 April 1993 on the financial sector, as amended.
Name of the general partner	Five Arrows Managers
Management power and representative capacity of the general partner	Five Arrows Managers has full power and authority, on behalf of the Partnership and with the power to bind the Partnership thereby, to do all other things and acts necessary to carry out the purposes of the Partnership or as are required of it by the partnership agreement.
Commencement date	31 March 2016
Termination Date	The Partnership shall have a term ending ten (10) years from the Final Closing Date (the "Term"), except in the event of early dissolution. The Term may be extended by the Management Entities for two (2) successive one-year periods.

The Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp extract partnership agreement has been drawn up in English and followed by a French translation, in case of discrepancies between the English and French version, the English version will prevail.

Executed by Five Arrows Managers as general partner of Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp

Signature

Authorised signatory

Suit la traduction française du texte qui précède

Dénomination sociale	Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp
Forme légale	société en commandite spéciale
Siège social	1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg

Nom des associés solidaires (associé commandité)	Five Arrows Managers, une société anonyme gouverné par les lois du Grand-Duché de Luxembourg, dont le siège social est au 1, Place d'Armes, L-1136 Luxembourg et enregistrée avec le Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 143.757.
Objet social	L'objet social de la Société est d'accomplir l'activité d'investisseur et plus précisément, mais sans limitation, d'identifier, rechercher, négocier, faire le suivi, vendre, des investissements et d'accomplir toutes les tâches et activités liées à son but. La Société doit substantiellement investir l'ensemble de ses actifs dans Five Arrows Co-Investments II SCSp (le «Fonds Maître»). La Société n'accomplira pas d'activités d'investissement telles que définies par la loi modifiée du 5 Avril 1993 sur le secteur financier.
Nom du gérant	Five Arrows Managers
Pouvoir de signature du gérant	Five Arrows Managers a les pleins pouvoirs et l'entière autorité, pour le nom et pour le compte de la Société, et avec le pouvoir d'engager la Société, de faire tous les actes et choses nécessaires afin de réaliser l'objet social de la Société ou comme requis par l'acte constitutif de la Société.
Date de commencement	31 mars 2016
Date de fin	La Société prendra fin dix (10) ans après la Date de Souscription Final (le «Terme») excepté en cas de dissolution anticipée. Le Terme peut être prorogé par les Entité Gérantes pour deux périodes d'une année successive.

L'extrait de l'acte constitutif de Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp a été dressé en langue anglaise et suivie d'une traduction française, en cas de différence entre la version anglaise et la version française la version anglaise fera foi.

Signé par Five Arrows Managers en tant qu'associé gérant commandité de Five Arrows Co-Investments II Feeder SCSp

Signature

Signataire autorisé

Référence de publication: 2016112558/67.

(160085431) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.

Bart Und Sonntag Immobilien GmbH, Société à responsabilité limitée,

(anc. Engel und Sonntag Immobilien GmbH).

Enseigne commerciale: Sonntag Immobilien.

Siège social: L-5445 Schengen, 1A, Waistroos.

R.C.S. Luxembourg B 180.986.

Im Jahre zweitausendsechzehn, am vierten Mai.

Vor der unterzeichneten Notarin Mireille HAMES, mit Amtssitz in Rambruch

SIND ERSCHIENEN:

1) Frau Nathalie SONNTAG, Immobilienmaklerin, ledig, geboren in Luxemburg, am 4. Mai 1987 (Matrikelnummer 1987 05 04 06671) wohnhaft in L-4945 Bascharage, 12, rue Bechel,

Anteilseignerin von 24 Anteilen und technische Geschäftsführerin der Gesellschaft;

2) Herr Jean Marie Guillaume Marco genannt Jean Marie SONNTAG, Immobilienberater, geboren in Oberkorn, am 15. März 1949 (Matrikelnummer 1949 03 15 43017) wohnhaft in L-4945 Bascharage, 12, rue um Bechel

Anteilseigner von 26 Anteilen der Gesellschaft und Verwaltungsgeschäftsführer;

3) Frau Andrea BART, Angestellte, geboren in Mettlach, am 18. Februar 1963, Ehefrau von Herrn Nikolaus Josef BART wohnhaft in D-54450 Freudenburg, Neustrasse 53,

Anteilseignerin von 50 Anteilen der Gesellschaft nach untenstehender Anteilsübertragung,

welche Komparenten erklären die alleinigen Gesellschafter zu sein der Gesellschaft mit beschränkter Haftung «ENGEL UND SONNTAG IMMOBILIEN GmbH» eingetragen im Handelsregister Luxemburg unter der Nummer B180.986, (Matrikelnummer 2013 24 45 878)

gegründet gemäss Urkunde vom 9. Oktober 2013, aufgenommen von Notar Roger ARRENSDORFF mit Amtssitz zu Luxemburg veröffentlicht im Memorial C, Nummer 3042 vom 2. Dezember 2013.

Sodann ersuchten die Komparenten, handelnd wie eingangs erwähnt, die amtierende Notarin, folgende Beschlüsse zu beurkunden:

Erster Beschluss

Gemäss Anteilsübertragung unter Privatschrift vom 4. Mai 2016 haben Frau Nathalie SONNTAG, vorgenannt fünfundzwanzig (25) Anteile der Gesellschaft «ENGEL UND SONNTAG IMMOBILIEN GmbH», sowie Herr Jean Marie

SONNTAG, vorbenannt fünfundzwanzig Anteile der Gesellschaft «ENGEL UND SONNTAG GmbH» an Frau Andrea BART vorbenannt abgetreten.

Gegenwärtige Anteilsübertragung fand statt zu dem zwischen Parteien vereinbarten Preis, welchen Betrag die Zedenten bekennen, von der Zessionarin vor Unterzeichnung der gegenwärtigen Urkunde gänzlich ausbezahlt bekommen zu haben, worüber hiermit Quittung.

Die Zessionarin wird Eigentümerin der ihr abgetretenen Anteile vom heutigen Tage an und sie hat Recht auf die Erträge und Gewinne, welche diese Anteile erzeugen, vom heutigen Tage an gerechnet.

Die Zessionarin wird in alle Rechte und Pflichten, welche mit den abgetretenen Anteilen zusammenhängen, eingesetzt.

Eine Kopie dieser Anteilsabtretung, nach «ne varietur» Zeichnung durch die Komparenten und die amtierende Notarin, bleibt dieser Urkunde zwecks Einregistrierung beigelegt.

Frau Nathalie SONNTAG, vorgenannt, handelnd in ihrer Eigenschaft als technische Geschäftsführerin und Herr Jean-Marie SONNTAG, handelnd in seiner Eigenschaft als Verwaltungsgeschäftsführer erklären die Übertragung der Gesellschaftsanteile ausdrücklich anzunehmen.

Zweiter Beschluss

Die Komparenten entscheiden alsdann die Bezeichnung der Gesellschaft zu ändern, welche ab heutigem Datum die Bezeichnung «BART UND SONNTAG IMMOBILIEN GmbH» trägt.

Dritter Beschluss

Durch den vorhergehenden Beschluss ist Artikel 1 der Satzung wie folgt zu lesen:

« **Art. 1.** Die Gesellschaftsbezeichnung lautet: «BART UND SONNTAG IMMOBILIEN GmbH», mit der Geschäftsbezeichnung «Sonntag Immobilien».»

Vierter Beschluss

Die Anteilseigner beschliessen die Ernennung von Frau Andrea BART, vorbenannt, zur Verwaltungsgeschäftsführerin. Die Gesellschaft wird rechtskräftig verpflichtet durch die gemeinsame Unterschrift von mindestens zwei Geschäftsführern, wovon eine die der technischen Geschäftsführerin sein muss.

Da hiermit die Tagesordnung erschöpft ist, erklären die Komparenten handelnd wie eingangs erwähnt, die Versammlung für geschlossen.

WORÜBER URKUNDE, Aufgenommen in Rambrouch, Datum wie Eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden, haben die Komparenten zusammen mit der Notarin gegenwärtige Urkunde unterschrieben.

Gezeichnet: Nathalie SONNTAG, Jean Marie SONNTAG, Andrea BART, Mireille HAMES.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 9 mai 2016. DAC/2016/6851. Reçu soixante-quinze euros 75.- €.

Le Receveur (signé): Jeannot THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée aux fins de dépôt au Registre de Commerce.

Rambrouch, le 24 mai 2016.

Référence de publication: 2016115274/65.

(160089013) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Rollfort S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4408 Belvaux, 100, rue Waassertrap.

R.C.S. Luxembourg B 142.636.

L'an deux mille seize, le premier mars.

Par devant Maître Roger ARRENSDORFF, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de ROLLFORT S.A., actuellement sans siège social, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 142.636, constituée suivant acte du notaire Emile SCHLESSER de Luxembourg en date du 7 octobre 2008, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 2743 du 11 novembre 2008, modifiée pour la dernière fois suivant acte du notaire instrumentant en date du 8 juin 2012, publié au dit Memorial C, numéro 1882 du 28 juillet 2012.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Sophie BECKER, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

qui désigne comme secrétaire Reginald Danny VAN WAARDHUIZEN, salarié, demeurant à L-4408 Belvaux, 100, rue Waassertrap.

L'assemblée choisit comme scrutateur Reginald Danny VAN WAARDHUIZEN, salarié, demeurant à L-4408 Belvaux, 100, rue Waassertrap.

Le bureau ayant ainsi été constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I) Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

1.- Établissement d'un nouveau siège social de la société et modification subséquente du premier alinéa de l'article 2 des statuts;

2.- Fixation de l'adresse.

II) Il a été établi une liste de présence, renseignant les actionnaires présents et représentés, ainsi que le nombre d'actions qu'ils détiennent, laquelle, après avoir été signée ne varietur par les actionnaires ou leurs mandataires et par les membres du bureau sera annexée au présent acte pour être soumis à la formalité de l'enregistrement.

Les pouvoirs des actionnaires représentés, signés ne varietur par les comparants et par le notaire instrumentant, resteront également annexés au présent acte.

III) Il résulte de ladite liste de présence que toutes les actions représentant l'intégralité du capital social sont présentes ou représentées à cette assemblée, laquelle est dès lors régulièrement constituée et peut valablement délibérer sur son ordre du jour. Tous les actionnaires présents ou représentés déclarent avoir renoncé à toutes les formalités de convocation.

Après délibération, l'assemblée prend, chaque fois à l'unanimité, la résolution suivante:

Première résolution

L'assemblée décide d'établir le siège social de la société à Belvaux (commune de Sanem) et par conséquent de modifier le premier alinéa de l'article 2 des statuts comme suit:

" **Art. 2. 1^{er} alinéa.** Le siège social de la société est établi dans la commune de Sanem."

Deuxième résolution

L'assemblée fixe l'adresse de la société à L-4408 Belvaux, 100, rue Waassertrap.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, en l'étude.

Et après lecture faite et interprétation donnée aux comparants, tous connus du notaire par nom, prénoms usuels, état et demeure, ils ont tous signé le présent acte avec le notaire.

Signé: BECKER, VAN WAARDHUIZEN, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 04 mars 2016. Relation: 1LAC/2016/7420. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): MOLLING.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 26 mai 2016.

Référence de publication: 2016115695/51.

(160089573) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

HCP, Société en Commandite simple.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 15, avenue John F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 206.314.

Extract of the limited partnership agreement (the "LPA") of HCP dated 28 April 2016

1. Sole unlimited partner. Hermance Capital Management, S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), with registered office at 15A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 204.343 and having a share capital of EUR 12,500 (the Managing General Partner) is the sole unlimited partner of the Partnership.

2. Name, Corporate object and registered office.

2.1 Name

The name of the common limited partnership (société en commandite simple) is "HCP" (the Partnership).

2.2 Corporate object

The purpose of the Partnership is to canyon the business of an investor and in particular but without limitation to invest the funds available to it with the purpose of affording its Partners (as defined in the LPA) the results of its management and to identify, research, negotiate, make and monitor the progress of and sell, realise, exchange or distribute investments (including through Intermediary Holding Vehicles (as defined in the LPA)) which will include but not be limited to the purchase, subscription, acquisition, sale and disposal of shares, debentures, convertible loan stock and other securities, or other asset types, including corporate, real estate assets, real assets, and various types of debt instruments, and the making

of loans whether secured or unsecured to such companies in connection with equity, quasi-equity or equity related investments.

2.3 Registered office

The registered office of the Partnership is at 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

3. Appointment of the manager and signatory powers.

3.1 Management

The Partnership will be managed by the Managing General Partner.

3.2 Signatory powers

The Partnership shall be bound towards third parties in all matters by the sole signature of the Managing General Partner.

The Partnership shall further be bound by the signature of any person to whom specific signatory power is granted by the General Partner, but only within the limits of such power.

4. Commencement and duration of the partnership. The Partnership has been established on 28 April 2016 for an unlimited duration, unless the Partnership is sooner dissolved upon the happening of an event as described in the LPA

The present extract is followed by a French translation and, in case of discrepancies between the English and the French text, the English version shall prevail

Suit la version française du texte qui précède:

Extraits du contrat social (le "Contrat Social") de HCP signé le 28 avril 2016

1. Associé commandite unique. Hermance Capital Management, S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 15A, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 204.343 et ayant un capital social de EUR 12.500 (l'Associé Gérant Commandité) est l'unique associé commandité de la Société.

2. Dénomination, Objet social et siège social.

2.1 Dénomination

La dénomination de la société en commandite simple est «Hep» (la Société).

2.2 Objet social

L'objet de la Société est d'exercer l'activité d'un investisseur et en particulier, mais non exclusivement, d'investir les fonds qui sont en sa possession dans le but de faire bénéficier ses Associés (tel que défini dans le Contrat Social) du résultat de sa gestion et d'identifier, de rechercher, de négocier, d'effectuer et de surveiller les progrès des Investissements ainsi que de les vendre, les réaliser, les échanger ou les distribuer (y compris au travers de Véhicules de Détention Intermédiaires (tel que défini dans le Contrat Social)), ce qui comprend entre autre l'achat, la souscription, l'acquisition, la vente et la jouissance d'actions, d'obligations, d'obligations convertibles en actions et autres titres, ou encore d'autres types d'actifs, y compris des sociétés, des actifs immobiliers, des actifs réels ainsi que différents types d'instruments de dette et la fourniture de prêts, garantis ou non, à des entreprises en rapport avec des actions, quasi-actions ou titres similaires.

2.3 Siège social

Le siège social de la Société est sis au 15, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

3. Désignation du gérant et pouvoirs de signature.

3.1 Gestion

La Société sera gérée par l'Associé Gérant Commandité.

3.2 Pouvoir de signature

La Société sera engagée pour toute matière à l'égard des tiers par la seule signature de l'Associé Gérant Commandité.

La Société sera également engagée par la signature de toute personne à qui un pouvoir de signature spécifique a été octroyé par la l'Associé Gérant Commandité, mais seulement dans les limites de ce pouvoir.

4. Commencement et durée de la société. La Société a été constituée le 28 avril 2016 pour une durée illimitée, à moins que la Société soit dissoute plus tôt suite à la survenance d'un événement décrit dans le Contrat Social.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

POUR EXTRAIT CONFORME ET SINCERE

L'Associé Gérant Commandité

Pierre Pâris / Benoit Renson

Manager / Manager

Référence de publication: 2016115362/72.

(160089705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Sidex S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2551 Luxembourg, 111, Av. Du X Septembre.

R.C.S. Luxembourg B 206.315.

—
STATUTS

L'an deux mil seize, le douze mai.

Par-devant Maître Karine REUTER, notaire de résidence à Luxembourg,

A comparu:

Madame Marie Laure GOERES, étudiante, née le 17 juin 1997 à Luxembourg, demeurant au 3, rue Belle Vue, L-1227 Luxembourg,

ici représentée par Madame Beata GOERES-WHITE, en vertu d'une procuration lui délivrée sous seing privé.

Laquelle procuration, après avoir été signée "ne varietur" par le mandataire et le notaire instrumentaire, restera annexée au présent acte avec lequel elle sera soumise aux formalités de l'enregistrement.

Laquelle comparante a requis le notaire instrumentaire d'arrêter ainsi qu'il suit les statuts d'une société à responsabilité limitée qu'il déclare constituer:

Art. 1^{er}. Dénomination. Il existe une société à responsabilité limitée, prenant la dénomination de "Sidex S.à r.l." (ci-après, la Société).

Art. 2. Objet. La Société a pour objet l'import, l'export, l'achat et la vente au Grand-Duché de Luxembourg et à l'étranger, en gros et en détail de produits d'hôtellerie ainsi que de produits alimentaires et de boissons alcooliques et non-alcooliques. La Société pourra aussi effectuer la vente à commission de ces articles.

L'énonciation qui précède est simplement énumérative et non limitative.

En outre, la Société pourra exercer tout autre activité commerciale à moins qu'elle ne soit spécialement réglementée. D'une façon générale, elle pourra faire toutes les opérations commerciales, financières, mobilières et immobilières se rattachant directement et à indirectement à son objet social ou qui seraient de nature à en faciliter ou développer la réalisation.

Art. 3. Siège social. Le siège social est établi à Luxembourg. Il pourra être transféré en toute autre localité du Grand-Duché de Luxembourg par simple décision des associés. La Société peut ouvrir des agences ou des succursales dans toutes les autres localités du pays et à l'étranger.

Art. 4. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Art. 5. Capital social. Le capital social est fixé à la somme de 12.500 Euros (douze mille cinq cents Euros), représenté par 12.500 (douze mille cinq cents) parts sociales d'une valeur nominale de 1 Euro (un Euro) chacune.

Chaque part sociale donne droit à une voix dans les délibérations des assemblées générales ordinaires et extraordinaires.

Ces parts ont été souscrites comme suit:

par Madame Marie Laure GOERES, préqualifiée,	12.500 parts sociales
Total:	12.500 parts sociales

Toutes les parts sociales ont été intégralement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents Euros se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentaire qui le constate expressément.

Art. 6. Participation aux bénéfices. Chaque part sociale donne droit à une fraction proportionnelle du nombre des parts existantes dans l'actif social et dans les bénéfices.

Art. 7. Transfert de parts sociales. Toute cession de parts sociales détenues par l'associé unique est libre. En cas de pluralité d'associés, la cession de parts sociales inter vivos à des tiers non-associés doit être autorisée par l'assemblée générale des associés représentant au moins trois quarts du capital social. Une telle autorisation n'est pas requise pour une cession de parts sociales entre associés.

Art. 8. Gérance. La Société est administrée et gérée par un ou plusieurs gérants, associés ou non, salariés ou gratuits, nommés par l'assemblée des associés, qui fixe leurs pouvoirs. Si plusieurs gérants ont été désignés, ils formeront un conseil de gérance. Le ou les gérant(s) n'ont pas besoin d'être associés. Le ou les gérant(s) sont désignés, révoqués et remplacés par l'assemblée générale des associés, par une résolution adoptée par des associés représentant plus de la moitié du capital social.

L'assemblée générale des associés peut à tout moment et ad nutum (sans justifier d'une raison) révoquer et remplacer le gérant, ou si plusieurs gérants ont été nommés, n'importe lequel des gérants.

A moins que les associés n'en décident autrement, le ou les gérants ont les pouvoirs les plus étendus pour agir au nom de la Société en toutes circonstances.

En cas de gérant unique, la Société sera engagée par la seule signature du gérant unique, et en cas de pluralité de gérants, par la seule signature d'un des gérants.

Art. 9. Responsabilité des gérants. En tant que simple mandataires de la Société, le ou les gérant(s) ne contractent en raison de leur fonction aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société; ils ne seront responsables que de l'exécution de leur mandat.

Art. 10. Droits de vote des associés. Chaque associé peut participer aux décisions collectives quel que soit le nombre des parts lui appartenant.

Chaque associé a un nombre de voix égal au nombre de parts qu'il possède ou représente; chaque associé peut se faire représenter valablement aux assemblées par un porteur de procuration spéciale.

Art. 11. Quorum et majorité. Les décisions collectives ne sont valablement prises que pour autant qu'elles aient été adoptées par les associés représentant plus de la moitié du capital social.

Les décisions collectives ayant pour objet une modification aux présents statuts doivent être prises à la majorité des associés représentant les trois quarts du capital social.

Art. 12. Année sociale. L'année sociale commence le 1 janvier et finit le 31 décembre de chaque année, à l'exception du premier exercice qui commence le jour de la constitution et finira le 31 décembre 2016 (deux mille seize).

Art. 13. Comptes annuels. Chaque année, à la clôture de l'exercice, les comptes de la Société sont arrêtés et le gérant ou le conseil de gérance dresse les comptes sociaux, conformément aux dispositions légales en vigueur.

Tout associé peut prendre au siège social de la Société communication de l'inventaire et du bilan.

Art. 14. Distribution. des bénéfices L'excédent favorable du bilan, déduction faite des charges sociales, amortissements et moins-values jugées nécessaires ou utiles par les associés, constitue le bénéfice net de la Société. Après dotation à la réserve légale, le solde est à la libre disposition des associés.

L'assemblée générale des associés décide de l'affectation du solde restant du bénéfice net annuel. Le gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, le conseil de gérance pourra décider de verser un dividende intérimaire.

Art. 15. Dissolution. La Société n'est pas dissoute par le décès, l'interdiction, la faillite ou la déconfiture d'un associé.

Art. 16. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation est faite par un ou plusieurs liquidateurs, associés ou non, nommés par les associés, qui fixeront leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Art. 17. Disposition générale. Pour tous les points non spécifiés dans les présents statuts, les parties se réfèrent et se soumettent aux dispositions légales en vigueur régissant les sociétés commerciales.

Évaluations des Frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution s'élèvent approximativement à la somme de mille trois cents euros (1.300,-EUR).

Résolutions de l'associé unique

Immédiatement après la constitution de la Société, l'associé unique, préqualifié, a pris les résolutions suivantes:

1. Les membres du conseil de gérance sont au nombre de 2 (deux).
2. Sont nommés pour une durée indéterminée:
 - Madame Marie Laure GOERES, demeurant au 3, rue Belle Vue, L-1227 Luxembourg; et
 - Madame Beata GOERES-WHITE, demeurant au 3, rue Belle Vue, L-1227 Luxembourg.
3. Le siège social de la société est établi au 111 Av. Du X Septembre, L-2551 Luxembourg.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

En foi de quoi Nous, notaire soussigné, avons apposé notre signature et sceau le jour de l'année indiquée ci-dessus.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la partie comparante, celle-ci a signé le présent acte avec le notaire.

Signés: B. GOERES-WHITE, K.REUTER.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 17 mai 2016. Relation: 2LAC/2016/10282. Reçu soixante-quinze euros 75.-.

Le Receveur (signé): MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME

Luxembourg, le 25 mai 2016.

Référence de publication: 2016115716/102.

(160089731) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Twin Estates S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 25.000,00.

Siège social: L-1650 Luxembourg, 44, avenue Guillaume.

R.C.S. Luxembourg B 75.686.

L'an deux mille seize, le douze mai.

Par-devant nous, Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange/Attert, Grand-Duché de Luxembourg, agissant tant en son nom personnel qu'en sa qualité de représentant de Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster, Grand-Duché de Luxembourg, laquelle première nommée restera dépositaire de la minute.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société TWIN ESTATES S.à r.l., société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois, ayant son siège social à L-1650 Luxembourg, 44 Avenue Guillaume, inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, sous le numéro B.75.686,

constituée suivant acte reçu par Maître Reginald NEUMAN, alors notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 2 mai 2000, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, numéro 630 du 5 septembre 2000. Les statuts n'ont pas été modifiés depuis.

L'assemblée est déclarée ouverte sous la présidence de Monsieur Daniel FONDU, employé, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas.

Le Président désigne comme secrétaire Monsieur Laurent BOHR, employé, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas.

L'assemblée choisit comme scrutatrice Madame Laure SINESI, employée, demeurant professionnellement à L-2529 Howald, 45 rue des Scillas.

Les associés présents ou représentés à la présente assemblée ainsi que le nombre de parts sociales possédées par chacun d'eux ont été portés sur une liste de présence, signée par les associés présents et par les mandataires de ceux représentés, et à laquelle liste de présence, dressée par les membres du bureau, les membres de l'assemblée déclarent se référer.

Les procurations émanant des associés représentés à la présente assemblée, signées "ne varietur" par les comparants et le notaire instrumentant, resteront annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées.

Le président expose et l'assemblée constate:

I. - Que la présente assemblée générale a pour ordre du jour:

Ordre du jour:

1. Présentation du projet de fusion par absorption de la société TWIN ESTATES S.à r.l., par la société absorbante IMMOBILIERE SCARABEE S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1650 Luxembourg, 44 Avenue Guillaume, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 89572, tel que ce projet de fusion du 31 mars 2016 a été publié au Mémorial C numéro 1065 du 11 avril 2016, décision de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2016.

2. Constatation de l'accomplissement des formalités prescrites par l'article 267 de la loi modifiée du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

3. Décharge à accorder aux organes de la société.

4. Désignation du lieu où seront conservés les documents sociaux de la société pendant le délai légal.

5. Divers.

II.- Qu'il appert de la liste de présence que les associés représentant l'intégralité du capital social sont présents ou représentés à la présente assemblée générale, de sorte que l'assemblée peut se tenir sans convocations préalables.

III.- Que la présente assemblée réunissant l'intégralité du capital social est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

IV.- Que les dispositions de la loi du 10 août 1915 telle que modifiée relatives aux fusions ont été respectées, à savoir:

a) Publication du projet de fusion établi le 31 mars 2016 suivant par acte reçu par Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange/Attert (Grand-Duché de Luxembourg), agissant en remplacement de son confrère empêché Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg), publié au Mémorial C numéro 1065 du 11 avril 2016, soit un mois au moins avant la réunion des assemblées générales appelées à se prononcer sur le projet de fusion.

b) Confirmation de la renonciation de tous les associés au rapport de l'expert indépendant en application de l'article 266 (5) de la loi sur les sociétés commerciales.

c) Dépôt des documents exigés par l'article 267 de la loi sur les sociétés commerciales au siège social des sociétés un mois au moins avant la date de la réunion des assemblées générales en vue de leur inspection par les associés.

Une attestation certifiant le dépôt de ces documents pendant le délai légal au siège social de la société restera annexée au présent procès-verbal.

L'assemblée générale, après avoir discuté le projet de fusion, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide d'approuver sans réserve la fusion entre la société absorbée TWIN ESTATES S.à r.l., par la société absorbante IMMOBILIERE SCARABEE S.A., société anonyme, établie et ayant son siège social à L-1650 Luxembourg, 44 Avenue Guillaume, inscrite auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg, section B, sous le numéro 89572, tel que ce projet de fusion du 31 mars 2016 a été publié au Mémorial C numéro 1065 du 11 avril 2016, décision de le ratifier intégralement et de considérer expressément que, du point de vue comptable et fiscal, la fusion a pris effet entre les sociétés fusionnantes à la date du 1^{er} janvier 2016.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de transférer tous les actifs et passifs, sans exception ni réserve de la société absorbée TWIN ESTATES S.à r.l. à la société IMMOBILIERE SCARABEE S.A. précitée, avec effet au 1^{er} janvier 2016.

Les actions à émettre en rémunération de l'apport de l'universalité des actifs et des passifs de la présente société TWIN ESTATES S.à r.l. seront attribuées directement aux associés de la société IMMOBILIERE SCARABEE S.A. au prorata de leur participation actuelle dans la société.

Il résulte du rapport d'échange, que la Société Absorbante va émettre 5'048 (cinq mille quarante-huit) nouvelles actions dans le patrimoine de la Société Absorbante pour les 1'000 (mille) parts sociales existantes de la Société Absorbée, en contrepartie de l'apport réalisé, suite à la transmission universelle du patrimoine de la Société Absorbée à la Société Absorbante.

Troisième résolution

L'assemblée décide de donner pleine et entière décharge aux gérants de la société absorbée pour l'exécution de leurs mandats respectifs.

Quatrième résolution

L'assemblée décide que la société TWIN ESTATES S.à r.l. est dissoute sans liquidation, tous les actifs et passifs de la société absorbée étant transmis à titre universel à la société absorbante, la société IMMOBILIERE SCARABEE S.A.

Constatant que lors d'une assemblée générale extraordinaire de ce jour les actionnaires de la société absorbante ont également approuvé le projet de fusion et que la fusion est par conséquent définitivement réalisée, l'assemblée décide que tous les documents et archives de la société absorbée seront conservés au siège de la société absorbante et que tous pouvoirs sont conférés au porteur d'une expédition des présentes pour requérir la radiation de l'inscription de la société absorbée.

Déclaration

Conformément aux dispositions de l'article 271, alinéa 2 de la loi sur les sociétés commerciales, le notaire instrumentant déclare avoir vérifié et attesté l'existence et la légalité des actes et formalités ayant incombé à la société en vue de la fusion opérée.

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de 2.450,- EUR.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

Dont Acte, fait et passé à Howald, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture et interprétation donnée par le notaire, les comparants prémentionnés ont signé avec le notaire instrumentant le présent procès-verbal.

Signé: Daniel FONDU, Laurent BOHR, Laure SINESI, Jean SECKLER.

Enregistré à Diekirch Actes Civils, le 17 mai 2016. Relation DAC/2016/7181. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): J. THOLL.

Référence de publication: 2016115801/101.

(160089706) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 26 mai 2016.

Zermattel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1331 Luxembourg, 23, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.

R.C.S. Luxembourg B 151.358.

—
Extrait des résolutions prises lors de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires du 4 avril 2016

Il résulte du procès-verbal de l'Assemblée Générale Extraordinaire des Actionnaires de la société tenue à Luxembourg en date du 20 septembre 2013 que Madame Koprivtchina Darina, née le 26 juillet 1987 à Sofia (Bulgarie) demeurant professionnellement 23 Boulevard Grande Duchesse Charlotte L-1331- Luxembourg, est nommée Gérante de la Société, avec effet immédiat, et pour une durée indéterminée.

Le conseil de gérance de la Société est donc constitué comme suit:

- Monsieur Nicolas Mottin
- Monsieur Philippe Camus
- Monsieur Miles d'Arcy-Irvine
- Madame Bouyer Sylviane
- Madame Koprivtchina Darina

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Zermattel S.à r.l.

Référence de publication: 2016117637/21.

(160090778) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 30 mai 2016.

ConAgra Foods AM Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 187.817.

—
EXTRAIT

Il résulte des décisions prises par les associés en date du 19 mai 2016:

- Fabrice Michel Gilles Mas a démissionné de son poste de gérant de classe A.
- Martha Sophia Caballero Elizondo a démissionnée de son poste de gérant de classe A.
- Monsieur Wilhelmus Casparus Petrus Jongman, avec adresse professionnelle au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg est élu comme gérant de classe A avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.
- Lux Business Management S.à r.l., avec adresse au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg est élu comme gérant de classe A avec effet immédiat et ce pour une période indéterminée.

Il résulte du conseil de gérance tenu en date du 19 mai 2016 que:

- Le siège social de la société a été transféré au 40, avenue Monterey, L-2163 Luxembourg;

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2016116016/20.

(160090344) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 27 mai 2016.

Deutsche Bank Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1115 Luxembourg, 2, boulevard Konrad Adenauer.

R.C.S. Luxembourg B 9.164.

—
Auszug aus dem Protokoll der Generalversammlung vom 15. April 2016

Die Generalversammlung bestätigt Herrn Frank Rückbrodt, geschäftsansässig in Taunusanlage 12, D-60325 Frankfurt, als Mitglied des Aufsichtsrates bis zur ordentlichen Generalversammlung, die im Jahr 2019 stattfindet und über das zum 31. Dezember 2018 endende Geschäftsjahr entscheidet.

Référence de publication: 2016112453/11.

(160086019) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 23 mai 2016.
